

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO  
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET  
DE SOCIOLOGIE

DÉPARTEMENT : SOCIOLOGIE

Mémoire de maîtrise

**CONTRIBUTION FEMININE AU  
DEVELOPPEMENT LOCAL  
Cas de la commune rurale de Miarinavaratra**

Présenté par : RAMAROLAHY Hanitra Ravakiniaina

Membre du jury

Président : Professeur RAJAOSON François

Juge : Madame ROBINSON Sahondra

Rapporteur : Monsieur RASOLOMANANA Denis

Date de soutenance : 29 Juillet 2008

2007-2008

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO  
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET  
DE SOCIOLOGIE

**DEPARTEMENT : SOCIOLOGIE**

**Mémoire de maîtrise**

**CONTRIBUTION FEMININE AU  
DEVELOPPEMENT LOCAL  
Cas de la commune rurale de Miarinavaratra**

Présenté par : RAMAROLAHY Hanitra Ravakiniaina

*Membre du jury*

Président : Professeur RAJAOSON François

Juge : Madame ROBINSON Sahondra

Rapporteur : Monsieur RASOLOMANANA Denis

Date de soutenance : 29 Juillet 2008

**2007-2008**



## **S O M M A I R E**

REMERCIEMENTS

INTRODUCTION

- Méthodologie

**Partie I- CADRE THEORIQUE ET CADRE D'ETUDE**

**Chapitre 1 : cadre théorique**

**Chapitre II : Cadre d'étude**

**Partie II- CONTRIBUTION FEMININE**

**Chapitre III- Evolution des conditions de la femme**

**Chapitre IV- Situations sanitaires de la femme à Miaranavaratra**

**Chapitre V- Contribution de la femme au développement local**

**Partie III- SOLUTIONS, SUGGESTIONS ET REFLEXIONS**

**Chapitre VI- Les personnes concernées dans la commune**

**Chapitre VII- Les solutions émanant du gouvernement**

**Chapitre VIII- Solutions, suggestions personnelles et réflexions**

CONCLUSION GENERALE

TABLE DES MATIERES

BIBLIOGRAPHIE

LISTE DES ABREVIATIONS

LISTE DES TABLEAU

LISTE DES FIGURES

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

## **REMERCIEMENTS**

Le présent mémoire est le fruit de quatre années d'études au département sociologie de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie. Il est le fruit de nos acquis théoriques et de nos stages pratiques au sein du département.

Que ceux qui, de loin ou de près, ont contribué à l'élaboration de cet ouvrage, trouvent ici l'expression de notre reconnaissance et de nos sincères remerciements.

Nous adressons particulièrement notre gratitude,

A Monsieur RANOVONA Andriamaro, Doyen de la Faculté de droit d'Economie, de Gestion et de Sociologie.

Monsieur RAPANOEL Allain, chef de département en Sociologie

Monsieur RASOLOMANANA Denis, notre encadreur

Aux membres du jury

A nos professeurs

Au personnel administratif du département

Nous dédions spécialement nos pensées filiales à notre père, notre mère, nos frères, notre sœur, qui n'ont pas ménagé leur peine pour nous apporter leur amour, leur soutien et leur réconfort.

A Tamby, dont la présence et le sourire nous ont soutenu et réconforté.

# INTRODUCTION

Aujourd’hui, les dirigeants de notre pays affichent la volonté de relever le défi d’un développement rapide et durable. Mondialisation oblige, les pays en voie de développement en général et les pays africains en particuliers doivent y faire face. Il est clair qu’un tel challenge nécessite une nouvelle orientation, un bouleversement dans les traditions, les us et coutumes et, en même temps, des changements de mentalités. Pour un enjeu de cette taille, notre nation a besoin de la participation de tous les acteurs disponibles. Ceux-ci doivent être capables d’apporter leurs concours en surmontant toutes les barrières sociologiques, culturelles ou traditionnelles. On est alors amené à prendre en considération les conditions de la femme. Les femmes sont, de part leur supériorité numérique et de par leurs nombreuses attributions, des acteurs incontournables du développement. Pourtant elles ont été trop longtemps laissées pour compte, à l’écart des activités de développement.

En effet, la femme malagasy est reléguée au second rang dans l’organisation et les prises de décision au sein des sociétés où elle évolue. Les pratiques héritées de nos ancêtres l’ont qualifiée de « *FANAKA MALEMY* »<sup>1</sup>. Ainsi, elle passe de l’autorité paternelle à l’autorité de son époux.

Actuellement, cette appellation est contestée surtout après 1975<sup>2</sup>, l’année de la femme : les femmes malgaches ont pris conscience de l’inconfortabilité de leur condition. Le phénomène de mondialisation est sur le point de prendre une envergure importante dans la nouvelle société malagasy, même dans les contrées les plus reculées. La journée internationale de la femme, le 08 mars, instituée par l’ONU, a apporté un souffle nouveau sur la condition féminine dans les milieux ruraux traditionalistes. Cette prise de conscience collective tente d’inculquer une nouvelle approche de la condition féminine face aux défis du nouveau millénaire.

---

<sup>1</sup> Fanaka malemy : la femme est considérée comme un objet fragile

<sup>2</sup> 1975 : Année de la femme, conférence mondiale organisée par l’ONU à Mexico

La réintroduction et la reconsideration de la femme dans les activités de développement soulèvent au moins deux controverses. D'un côté, la volonté des gouvernements à matérialiser l'égalité des genres donne lieu à la mise en place de nombreux projets. D'un autre côté, plusieurs organismes visent à améliorer la situation générale de la femme dans les réalités quotidiennes. Ils oeuvrent aussi pour les intégrer aux activités de développement de leur communauté et par suite, de la nation toute entière. En d'autres termes, ces projets montrent aux femmes qu'elles détiennent un rôle aussi important que les hommes dans le processus de développement. D'ailleurs, les projets GENRE<sup>3</sup> illustrent ces propos.

Par ailleurs, la femme occupe déjà une place inhérente à sa nature au sein de la société. Elle a des obligations qui retiennent toute son attention et dont elle ne peut pas se passer. Elle est la maîtresse de son foyer, elle est responsable du bon fonctionnement de son ménage et de l'éducation de ses enfants depuis leur plus jeune âge. Grâce aux multiples responsabilités maternelles qui sont une composante de la vie de la femme, le rôle de transmetteur de valeur lui est donc accordée

La femme malagasy doit donc s'acquitter jurement de ses devoirs auprès des siens ainsi que dans sa localité. Mais jusqu'où les conditions sociales, les occupations journalières et la santé précaire qui en résulte, permettent-elles aux femmes de contribuer au développement de leur localité ? En d'autres termes, cette question nous amène à réfléchir sur les limites de l'implication de la femme dans le processus de développement sans pour autant troubler l'équilibre de la société et en même temps prévenir une crise sociale. Pour tenter d'apporter des explications et élucider cette double réalité, nous avons effectué notre étude sur le terrain dans la commune rurale de Miarinavaratra dans le district de Fandriana.

Dans le développement de notre recherche, nous proposerons trois parties :

Dans la première partie, nous apporterons des définitions et des théories concernant

---

<sup>3</sup> Cf : MAP solidarité nationale: promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes

la femme et le développement. Ensuite nous exposerons les méthodes d'investigations de nos travaux de recherches. A la fin de cette partie, nous présenterons un aperçu général de notre terrain d'étude.

Nous apporterons les réponses à notre problématique dans la deuxième partie. Pour cela, nous allons, dans un premier temps, éclairer l'évolution des conditions de la femme dans la commune. Ensuite nous parlerons de la situation sanitaire de la femme. La santé maternelle est évoquée ainsi que la situation sanitaire en général. En dernier lieu, nous allons exposer la contribution féminine au développement local. Pour ce faire les activités de la femme seront mises en exergue.

Enfin, la troisième partie sera consacrée aux solutions et suggestions. Les solutions avancées par les femmes de la commune elles-mêmes seront d'abord exposées, ensuite celles émanant des dirigeants locaux, des médecins ainsi que des partenaires de la commune. Les solutions proposées par le gouvernement malagasy concernant les femmes en milieu rural seront aussi présentées. Finalement nous allons proposer nos propres suggestions et esquisser des solutions

Une conclusion générale clôturera notre travail.

## ***PROBLEMATIQUE***

Aujourd’hui encore, les femmes dans le monde rural baignent dans un milieu rempli de préjugés sociaux et traditionnels qui les condamnent aux tâches ménagères dignes des forçats. En effet, dans une société régie par le régime patriarcal, les femmes sont soumises à des rôles secondaires. Elles dépensent tout leur temps et tout leur énergie à l’administration de leur foyer et à l’éducation de leurs enfants sans parler des divers travaux de champs. Tout ceci nous amène à dire que la structure et la mentalité de ces sociétés rurales enlèvent à la femme l’occasion et l’opportunité de connaître le développement de sa personnalité et de son environnement. Cependant, dans notre monde contemporain, la mondialisation exige aux femmes au même titre que les hommes, les mêmes responsabilités quant au développement de la nation.

Dans cette perspective nous avons jugé utile de soulever cette question pour illustrer la problématique : « dans quelle mesure les conditions féminines dans une société, les occupations journalières et la santé précaire qui en résulte, permettent elles aux femmes de contribuer au développement de leur localité ? »

## ***HYPOTHESE***

Grâce aux divers politiques et programmes consacrés à l’égalité des genres, les femmes en milieu urbain ont plus de chance. Elles ont le privilège de parvenir à bout de ces changements. Les femmes en milieu rural quant à elles, ont encore une longue route à faire. Beaucoup d’entre elles ne savent même pas que la femme a des droits. Elles ne connaissent que les statuts et les règles imposés par leur société. Seule une stricte minorité parvient à surmonter les barrières et les préjugés de leur société.

## ***CHOIX DU SUJET***

La déclaration du millénaire a réaffirmé la volonté des gouvernements de promouvoir l’égalité des genres et l’autonomisation des femmes en tant que moyen efficace pour combattre la pauvreté, la faim et la maladie et de promouvoir un développement réellement durable. A cet effet, l’Etat malagasy dans Madagascar Action Plan (MAP), dans

son engagement 8 : « solidarité nationale » défi 5 : « promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes » a fait de la promotion de la femme une priorité. La mise en oeuvre de cette politique a pris différentes formes entre autre l'élaboration de la politique nationale pour la promotion de la femme (PNPF) pour un développement équilibré homme femme en 2000. Cette politique a été traduite en terme d'action par l'élaboration du plan national genre et développement (PANAGED), en 2003.les sociétés civiles, les bailleurs et les ONG ont contribué à la mise en oeuvre de cette politique.

Tous ces efforts déployés par le gouvernement connaissent certes, des débuts encourageants. Mais la participation des femmes en général dans la sphère économique est encore faible alors qu'elles représentent plus de la moitié de la population totale. Cette minorité active se concentre surtout dans les grandes villes, les femmes en milieu rural ne jouissent pas des mêmes conditions. Elles vivent dans les mêmes sociétés conservatrices et dans des sociétés où les hommes tiennent les rôles les plus importants dans la vie de la communauté. Ces femmes qui semblent avoir été oubliées par les programmes et politiques du gouvernement, constituent les 40% environs de la population totale<sup>4</sup>.

Avec leur grand effectif, ces femmes pourront devenir les garantes du développement de leur localité avec plus de mobilisation et d'exemple. C'est pour cela que notre choix de sujet s'est tourné vers la commune rurale de Miarinavaratra où malgré son caractère conservateur la population n'a pas hésité à laisser leurs préjugés de côté dès qu'il est question de développement. A la réémergence des communes en 1999, une femme a tout de suite été élue à la tête de cette commune. De ce fait, depuis cette élection, le statut des femmes de la commune a connu quelques changements

---

<sup>4</sup> INSTAT enquête prioritaire auprès des ménages 2000-2003:

## METHODOLOGIE

### INSTRUMENTS ET CONCEPTS D'ANALYSE

#### L'ETHNOMETHODOLOGIE

L'ethnométhodologie est une analyse systématique des méthodes et des procédures que les individus utilisent pour accomplir leurs actions dans la vie quotidienne. Nous avons appliqué cette théorie pour étudier le changement de comportement des femmes à Miarinavaratra. L'analyse logique de développement réel et humain dans le monde rural.

Selon Garfinkel, sociologue américain, les études ethno méthodologiques analysent les activités de tous les jours comme ces activités visiblement rationnelles et rapportables à toutes les fins pratiques, c'est à dire descriptible. Sa démarche de l'analyse interne de l'ordre social s'agit de voir de l'intérieur.

« L'éthnométhodologie est la science des ethno méthodes pouvant se définir comme la rationalité d'une personne, d'un groupe social, d'un groupe culturel, d'une discipline, d'un individu. Cette rationalité est locale et fonctionne au sein d'une ethnie ou d'une communauté. Nous avons utilisé cette science pour étudier les quotidiens des femmes, leurs relations avec les hommes au sein de cette communauté. Leur quotidien est mis en exergue afin d'en sortir le processus de développement rural.

L'ethnométhodologie est de la microsociologie : une technique sociologique qui ne veut pas créer dans la sphère du globalisme mais s'attache à créer des changements immédiats, concrets, palpables à l'échelle du quotidien.

#### LA SOCIOLOGIE COMPREHENSIVE DE WEBER<sup>5</sup>

Max Weber définit la sociologie comme étant la science qui veut comprendre en précisant les conduites des acteurs sociaux, c'est une sociologie compréhensive. Il s'intéresse au sens que donne l'individu à sa propre action. Pour étudier les

---

<sup>5</sup> <http://www.denisstouret.net/idéologues/weber.html>.

comportements sociaux, WEBER développe la méthode de « l’Idéotype ». Cet outil d’analyse regroupe dans un tableau, les caractéristiques essentielles d’un phénomène. Il ne reflète pas la réalité mais facilite son analyse en accentuant certains traits. C’est un moyen pour WEBER d’émettre des hypothèses pour comprendre ce qu’il observe.

Nous avons utilisé ce concept pour comprendre et expliquer la motivation des paysannes pour développer leur commune. Il s’agit d’analyser les causes et les effets de leurs actions.

## **LES RECHERCHES**

La démarche méthodologique des recherches consiste tout d’abord à la technique documentaire, c'est-à-dire les documentations dans les différentes bibliothèques et via internet. Ensuite, la formulation des questionnaires libres et semi libres dans les fiches d’enquêtes pour recueillir des données qualitatives et quantitatives. Un mois d’observation participante nous a été accordé afin de mieux comprendre les agissements de la population. Des enquêtes ont été entreprises ainsi que des focus group auprès des personnes ressources pour de plus amples informations

## **APPROCHE DU TERRAIN**

### ***POPULATION CIBLE***

Les femmes en âge de procréer dans la commune, c'est-à-dire les femmes à partir de 16 ans.

- Nombre d’enquêtées : 94
- Femmes dans le quartier d’Analakely : 50
- Femmes dans le quartier de Miarinavaratra : 44

Puisque notre thème concerne les femmes et le développement, il nous a été utile de consulter d’autres entités tels le maire, les chefs fokontany, le médecin et les sages-femmes ainsi que quelques associations et ONG oeuvrant dans la commune.

Voici un tableau illustrant la répartition par âge des personnes enquêtées

***Tableau 1 : Répartition par âge des personnes enquêtées***

Age \ Quartier	Analakely	Miarinavaratra
16-30	26	19
30-50	12	14
50 et +	12	9
TOTAL	50	44

Source : nos enquêtes personnelles

### **ECHANTILLONNAGE**

Les *fokontany* de Miarinavaratra et d'Analakely ont été pris comme échantillon. Le quartier de Miarinavaratra est le centre administratif, il incarne le développement de la commune. Le quartier d'Analakely quant à lui illustre une communauté plus éloignée du chef lieu de la commune mais l'effectif des femmes y est aussi considérable.

### **LIMITE DE LA METHODOLOGIE**

Les méthodes utilisées ont certes permis d'accéder à des données importantes pour nos recherches mais elles rencontrent des limites que nous ne pouvions surpasser.

- D'abord, les services administratifs de la commune rurale manquent de données fiables et à jour. En plus, les documents écrits se font rares dans ces zones.
- Ensuite, les quartiers se trouvent à des distances considérables les uns des autres. Il en est de même pour les hameaux d'un même quartier. De ce fait, le temps qui nous a été accordé pour l'enquête n'a pas suffit.
- Enfin, vu la délicatesse du sujet qu'est la femme et ses environs, l'enquête est rendue plus difficile puisque certaines questions constituent encore des sujets tabous pour elles. Les sociétés rurales sont spécialement conservatrices et les gens trouvent qu'il n'est pas convenable d'interviewer les femmes sur leur intimité : les formes de contraception,...

Partie I: **CADRE THEORIQUE ET CADRE  
D'ETUDE**

## **Chapitre I : CADRE THEORIQUE**

### ***Section 1 : L'IDEE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE***

L'étude de la femme a toujours été rendue difficile du fait de la délicatesse du sujet. Cette étude n'a jamais été complète, chaque instigateur voit la femme sous différents angles. Ici, nous allons avancer des points de vue différents concernant les femmes, ainsi que des notions sur le développement humain mesurant le bien être des hommes et des femmes puisque les deux sont sensés être sur les mêmes pied d'égalité

#### **I-1-1- Le développement humain au point de vue juridique**

Le développement humain est une notion perçue comme outil conceptuel du développement économique. Selon ce concept, le bien être des hommes ne se résume pas à l'économie et aux revenus. Cette notion s'appuie surtout sur les articles 22 et suivants de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 :

- *Art. 22-* Toute personne a droit à la sécurité sociale ; elle a le droit d'obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité ...

-*Art. 23-* Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage....

-*Art. 24-* Toute personne a droit au repos et au loisir et notamment à une limitation raisonnable de la durée de travail et à des congés payés périodiques ;

-*Art 25-* Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien être ainsi que de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux et pour les services sociaux nécessaires. Elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas, de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté... ;

-*Art 26-* Toute personne a droit à l'éducation.... L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect du droit de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le

développement des activités des nations unies pour le maintien de la paix ;

-Art. 27- Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifiques et aux bienfaits qui en résultent. »

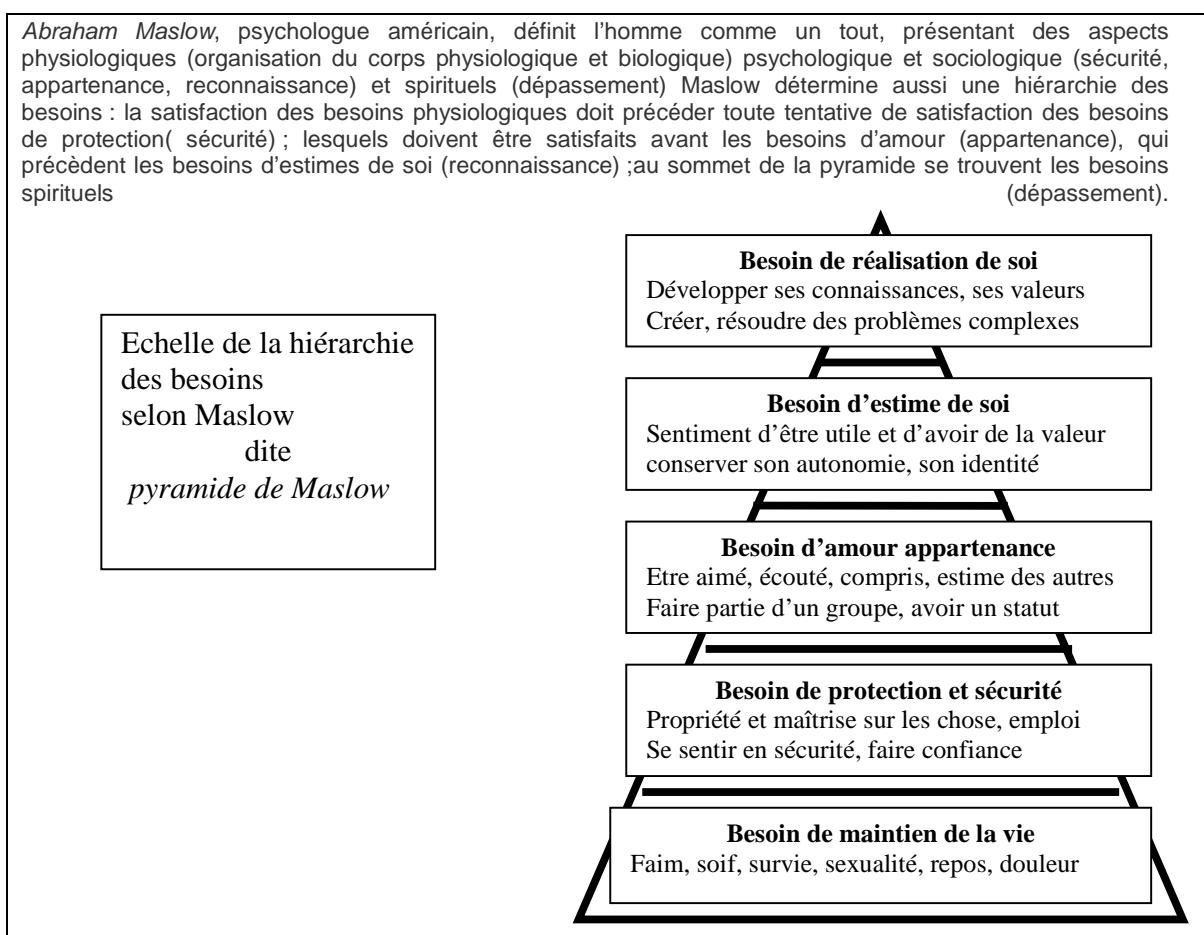
Le développement humain est donc un droit fondamental et universel de chaque individu, homme, femme et enfant sans distinction sociale dans le monde.

### **I-1-2- La satisfaction des besoins, un développement humain selon Maslow**

Le développement humain consiste en la satisfaction des besoins recensés par Abraham Maslow dans sa pyramide des besoins. Cette pyramide montre la hiérarchie des besoins humains de la base au sommet

*Figure n° 1: Théorie des besoins de l'homme selon Maslow<sup>6</sup>*

Abraham Maslow, psychologue américain, définit l'homme comme un tout, présentant des aspects physiologiques (organisation du corps physiologique et biologique) psychologique et sociologique (sécurité, appartenance, reconnaissance) et spirituels (dépassement). Maslow détermine aussi une hiérarchie des besoins : la satisfaction des besoins physiologiques doit précéder toute tentative de satisfaction des besoins de protection (sécurité) ; lesquels doivent être satisfaits avant les besoins d'amour (appartenance), qui précèdent les besoins d'estimes de soi (reconnaissance) ; au sommet de la pyramide se trouvent les besoins spirituels



Source: Maslow et la pyramide des besoins de l'être humain<sup>7</sup>

<sup>8</sup> <http://membres.lycos.fr/papidoc/573besoinsmaslow.html>

<sup>9</sup> op cit

Selon Maslow, les besoins sont organisés selon une hiérarchie où à la base, on retrouve les besoins physiologique élémentaires (manger, boire, respirer) et à son sommet, les besoins psychologiques et affectifs d'ordre supérieur. La forme de pyramide de la hiérarchie des besoins définis par Maslow facilite la compréhension. Pour que cette pyramide soit fortement ancrée en sa base, cette dernière doit être solide. Si elle ne l'était pas, l'ensemble risquerait de s'écrouler, mais la même remarque peut s'appliquer à chaque étage de la pyramide, puisque chaque niveau supérieur ne peut être atteint que si les niveaux inférieurs sont acquis. C'est un point de vue constructiviste à ne pas en douter. C'est en effet, les satisfactions des besoins inférieurs qui permettent à l'être humain d'être motivé par des besoins supérieurs. Et c'est la satisfaction de certains besoins supérieurs (amour, appartenance, estime) qui permet à la personne de chercher à s'actualiser, à se développer personnellement.

Les besoins physiologiques sont, globalement satisfaits dans la société actuelle, la société de consommation (dans les pays développés). Les besoins psychologiques de sécurité tels que la stabilité de l'emploi ou le devenir, voient leur acuité croître en période d'instabilité économique ou de guerre. Les besoins d'appartenance s'expriment par le souhait d'être aimé et d'être intégré dans un groupe ou une association. Les besoins d'estime se traduisent par l'exigence de représenter une certaine valeur tant à ses yeux qu'à ceux des autres membres du groupe. Enfin, les besoins de réalisation de soi s'expriment par les besoins de mettre en oeuvre ses facultés, de faire oeuvre créatrice, de repousser ses propres limites et, plus simplement de se perfectionner.

A ce titre, cette analyse s'avère pertinente et utile en sociologie de développement ou dans les sciences du comportement, y compris dans les milieux professionnels et dans le monde rural. Le développement humain est à la fin la satisfaction des besoins de chaque individu par son propre moyen et/ou avec l'aide de sa communauté d'appartenance et autre aide humanitaires.

### **I-1-3- Le développement humain mesurable**

Pour mesurer le développement humain d'un pays, l'ONU (Organisation des Nations Unies) utilise l'Indice de Développement Humain (IDH). L'IDH est un outil de mesure pour estimer le degré de développement d'un pays et prenant en compte le revenu par habitant, les degrés de l'éducation et l'espérance de vie moyenne de sa population. Cette institution internationale utilise l'IDH pour mieux aider économiquement les pays les plus touchés par la pauvreté.

La notion de développement humain et même économique, ne dépend pas uniquement des richesses naturelles des pays : le Japon ne possède que peu de richesses mais il est très développé, certains pays possédant de grandes richesses naturelles(pétroles, minéraux) sont au contraire peu développés. Madagascar occupe le 149<sup>e</sup> rang sur 175 pays dans le monde, avec un IDH identique à celui de l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne (0,468)<sup>8</sup>

### **I-1-4- Rapport entre le développement humain et la démocratie**

Le développement humain va de pair avec la démocratie si nous analysons les systèmes démocratiques :

La démocratie est un système autocorrectif sur le long terme (une politique inefficace est sanctionnée lors des élections). Le système démocratique a en général une bonne stabilité politique propice au développement humain. Le système démocratique met en place pour la plupart des systèmes de redistribution, des richesses et des services publics d'éducation et de santé. Les pays les plus développés au sens humain sont aussi les plus développés au sens économique, mais les pays en forte croissance économique n'améliore pas nécessairement la qualité de la vie de la population, notamment en créant de grandes disparités et restent donc humainement peu développés.

Pour le cas de Madagascar, il fait partie des pays les plus pauvres quels que soient

---

<sup>8</sup> Rapport National de Développement humain 203 : « Genre, Développement Humain et Pauvreté », Madagascar p.xvii (résumé)

les indicateurs utilisés pour le classement. Néanmoins, il figure parmi les pays dont le classement selon l'Indice de Développement Humain est meilleur que celui selon le Produit Intérieur Brut (PIB), Ce qui témoigne des efforts d'investissements de l'Etat, passés dans le domaine social jusqu'aux premières années des années 80. La situation actuelle de dénuement économique des malgaches se double d'un niveau élevé de détresse dans les domaines essentiels de la vie humaine. Près de la moitié des enfants en âge scolaire ne fréquente pas l'école. L'analphabétisme, qui touche plus de la moitié de la population, dont 56% des femmes, a un taux plus élevé pour la tranche d'âge les plus jeunes. Presque les tiers des malgaches n'ont pas accès à l'eau potable. L'apport énergétique de l'alimentation de trois malagasy sur quatre est inférieur à la norme minimale de 2133 calories par jour. L'indice de pauvreté qui était de 59% en 1985 est passé à 70% en 1993 puis à 73,3% en 1997 avant de redescendre à 71,3% en 1999.<sup>9</sup>

## ***Section 2: APPROCHE SOCIOHISTORIQUE DE LA FEMME***

### **I-2-1- La mythologie liée à l'image de la femme, selon RAVELOMANANA RANDRIANJAFIMANANA**

D'après la légende, la femme serait d'origine divine « *Andriambavilanitra* » fille du ciel et source de pouvoir. Les récits oraux présentent la femme comme un don de dieu, un présent céleste. Dans un conte malgache, « *Ietse* » la première femme, était la propre fille du *Zanahary*<sup>10</sup>. Contrairement à la conception universelle ou biblique la légende veut que la femme soit présentée d'une manière favorable

### **I-2-2- Histoire et ethnographie sur la condition passée et future de la femme selon Richard Gaston<sup>11</sup>**

Cette section relate d'une autre manière la question qui se pose pour comprendre la situation de la femme actuelle. Le problème que pose M. Richard Gaston est d'interroger l'histoire et l'ethnographie sur les conditions passées et futures de la femme. Pour répondre

---

<sup>9</sup> Zanahary : Le Créateur

<sup>11</sup> Richard Gaston, La femme dans l'histoire (bibliothèque biologique et sociologique de la femme).

à cette question, il passe en revue, d'une manière sommaire, divers peuples. Toutefois, il a sur sa devancière cette supériorité, entre autres, il se rend compte de la difficulté et, presque, de l'impossibilité de l'entreprise. Il s'excuse de la tenter en faisant remarquer que, autrement, la bibliothèque de la femme eût été incomplète. Il est trop averti pour ne pas sentir les graves inconvénients scientifiques et même pratiques de ces constructions prématurées.

**a)- Les trois étapes dans l'histoire de la famille, du mariage et de la femme**

L'auteur distingue trois principales étapes (nous laissons de côté les stades de transitions) dans l'histoire de la famille, du mariage et de la femme. Il y a d'abord la phase du droit maternel qui a pour caractéristique l'absorption des individus des deux sexes à l'intérieur d'un groupe familial, recruté en ligne utérine. La femme y est à peu à peu sur le même pied d'égalité que l'homme, mais le droit collectif prime sur le droit individuel. Puis vient le patriarcat, où le droit collectif se concentre entre les mains du père, sous l'influence des causes principalement religieuse. Par suite, la femme « *est désormais une inférieure destinée à devenir une étrangère* ». Enfin, la troisième période est celle où nous sommes. M. Richard Gaston la définit par l'individualisme comme à la base de la morale. La responsabilité collective y est remplacée par la responsabilité individuelle. Il en résulte une tendance à l'assimilation de plus en plus complète des deux sexes au point de vue moral, juridique et politique.

**b)- Quelques exemples tangibles de formes sociales**

A travers ce schéma, l'évolution de la famille apparaît comme quelque chose d'assez simple. Malheureusement, on n'a pu arriver à cette simplicité qu'en confondant sous une même rubrique des formes sociales très différentes. Ainsi, selon l'auteur, le droit maternel serait ce qu'il a observé chez les australiens, les mélanésiens et les indiens de l'Amérique du Nord. Or, les australiens ne connaissent pas la maison, les américains en ont le plus généralement et cela seul suffit déjà à montrer que l'organisation domestique ne serait être le même ici et là. Nous ne comprenons même pas comment on peut parler de droit maternel en Australie. Actuellement, c'est une règle que le mari emmène sa femme chez lui, c'est dans la localité de leur père que les enfants naissent. La femme vit donc au

milieu de gens qui lui sont étrangers, tout comme dans le régime qualifié de patriarchal. Sans doute dans un nombre important de ces sociétés, c'est par la mère que le totem se transmet ; mais la situation juridique de la femme n'en est pas effectuée. On peut supposer : il est vrai qu'il fut un temps où la femme et ses enfants sont restés sur leur territoire natal, mais ce n'est qu'une hypothèse, il nous est impossible de savoir quelle a été l'organisation domestique à ce moment et, en tout cas, on peut être assuré qu'elle a différé de celle qu'on trouve en Amérique du nord. De même, le régime patriarchal serait celui des Romains, des grecs, des chinois, des juifs de l'âge primitif.

L'ouvrage se termine par une note où l'auteur discute sur la théorie de l'inceste. C'est par les sentiments religieux qu'inspire le sang, par le tabou du sang combiné avec le tabou tolète. L'objectif que nous fait Richard Gaston est double. « On ne peut dit-il, affirmer un rapport de cause à effet entre le totem et le tabou ». En réalité le totémisme est une chose essentiellement australienne, on n'en trouve plus en Amérique que des formes plus évoluées et altérées. Le tabou ou systèmes des interdits n'a rien de proprement polynésien : il est universel

En second lieu, nous dit-on si les préjugés relatifs au sang, notamment au sang menstruel, avaient rendu la femme inviolable, c'est tout mariage qui serait impossible. L'objection confirme notre proposition. C'est un fait sur lequel nous avons souvent insisté ici que, dans les sociétés, la consommation du mariage est considérée comme un acte dangereux religieusement, qui met l'homme en contact avec des forces redoutables. De là viennent les tabous des fiancés, le tabou des époux et toutes sortes de pratiques.

Cette vision ethnométhodologique de l'auteur est très importante du point de vue sociologique. Pour notre thème elle permet de déceler les origines de tous les rites et normes sociaux imposant des contraintes parfois rabaisant le statut de la femme, mais surtout l'oblige à faire des actes sans réfléchir davantage à sa satisfaction ; c'est comme si tout est guidé d'avance ou que les destin de cet être est entre les mains de sa communauté.

### **I-2-3- L'origine de la journée de la femme et le droit de la femme**

La journée internationale de la femme est célébrée par des groupes de femmes dans le monde entier. Elle est également célébrée à l'ONU et dans plusieurs pays, c'est un jour de fête internationale. Les femmes de tous les continents, souvent séparées par des frontières nationales, par des différences ethniques, linguistiques, culturelles, économiques et politiques se réunissent pour célébrer leur journée. Elles peuvent jeter un regard en arrière car il s'agit d'une tradition représentant au moins 90 ans de lutte pour l'égalité, la paix, la justice et le développement.

La journée internationale de la femme est l'histoire des femmes ordinaires qui ont fait l'histoire. Elle a sa racine dans les luttes que mènent les femmes depuis des siècles pour participer à la vie de la société, sur un même pied d'égalité que les hommes. Dans l'antiquité grecque, Lysistrata a lancé une grève sexuelle contre les hommes pour mettre fin à la guerre. Pendant la Révolution française, des Parisiennes demandant « liberté, égalité, fraternité » ont marché sur Versailles pour exiger le suffrage des femmes. L'idée d'une journée internationale de la femme, au tout début, s'est fait jour au tournant du XIX et du XX<sup>e</sup> siècles, période caractérisée dans le monde industrialisé par l'expansion et l'effervescence, une croissance démographique explosive et des idéologies radicales.

### **I-2-4- Chronologie des événements les plus marquants :**

**-1909 :** Conformément à une déclaration du Parti socialiste Américain, la première journée nationale de la femme a été célébrée sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis le 28 février. Les femmes ont continué à célébrer cette journée le dernier dimanche de février jusqu'en 1913.

**-1910 :** L'Internationale socialiste réunie à Copenhague a instauré une journée de la femme, de caractère international, pour rendre hommage au mouvement en faveur des droits des femmes et pour aider à obtenir le suffrage universel des femmes. La proposition a été votée à l'unanimité par la conférence qui comprenait plus de 100 femmes venant de 17 pays, dont les trois premières femmes élues au parlement finlandais. Aucune date précise n'a été fixée pour cette célébration.

**-1911 :** A la suite de la décision prise à Copenhague l'année précédente, la journée internationale de la femme a été célébrée pour la première fois, le 19 mars, en Allemagne, en Autriche, au Danemark et en Suisse, où plus d'un million de femmes et d'hommes ont participé à des rassemblements. Outre le droit de voter et d'exercer une fonction publique, elles exigeaient le droit de travail, à la formation professionnelle et à la cessation de la discrimination sur le lieu de travail. Moins de deux semaines après, le 25 mars, la tragique incendie de l'atelier triangle à New York a coûté la vie à plus de 140 ouvrières, pour la plupart des immigrantes italiennes et juives. Cet évènement a eu une forte influence sur la législation du travail aux Etats-Unis, et l'on a évoqué les conditions de travail qui avait amené cette catastrophe au cours des célébrations subséquentes de la journée internationale de la femme.

**-1913-1914 :** Dans le cadre du mouvement pacifiste qui fermentait à la veille de la première guerre mondiale, les femmes russes ont célébré leur première journée internationale de la femme le dernier dimanche de février en 1913. Dans les autres pays d'Europe, le 8 mars ou à un ou deux jours de cette date, les femmes ont tenues des rassemblements soit pour protester contre la guerre, soit pour exprimer leur solidarité avec leur consœurs.

**-1917 :** Deux millions de soldats russes ayant été tués pendant la guerre, les femmes russes ont de nouveau choisi le dernier dimanche de février pour faire la grève pour obtenir « du pain et la paix ». Les dirigeants politiques se sont élevés contre la date choisie pour cette grève, mais les femmes ont passé outre. Le reste se trouve dans les livres d'histoires : quatre jours plus tard, le tsar a été obligé d'abdiquer et le gouvernement provisoire a accordé le droit de vote aux femmes. Ce dimanche historique tombait le 23 février dans le calendrier julien qui était alors en usage en Russie, mais le 8 mars dans le calendrier grégorien utilisé ailleurs.

**-1967 :** Les droits de la femme ont été proclamés par l'Assemblée générale des Nations unies le 7 novembre 1967. Ce droit contient 11 articles<sup>12</sup> reconnaissant la légitimité des revendications féminines depuis ses débuts

---

<sup>12</sup> Voir : annexe 2

## **Chapitre II : CADRE D'ETUDE**

### ***Section 1: ENVIRONNEMENT***

La commune rurale de Miarinavaratra a beaucoup de potentialités économiques, sociales et environnementales. Malheureusement, la plupart de ces potentialités ne sont pas encore exploitées ou mal exploitées à cause des manques de techniques ou l'absence de savoirs faire. Ces potentialités que nous allons voir dans les paragraphes qui suivent apporteraient des bénéfices importants à la commune si elles étaient bien exploitées

#### **II-1-1- Situation géographique<sup>13</sup>**

La commune rurale de *Miarinavaratra* est recensée dans le district de *Fandriana* et dans la région d'*Amoron'i Mania*. Elle couvre une étendue de 600Km<sup>2</sup> et abrite 41 *fokontany* dirigés par des chefs quartiers élus. La commune rurale de *Miarinavaratra* est délimitée à l'Ouest par la commune rurale de *Tatamalaza*, au Sud par la commune rurale de *Betsimisotra*, au Sud-ouest par la commune rurale de *Sahamadio*, au nord par la commune rurale d'*Antsampandrano* et à l'Est, la commune rurale d'*Ambodinonoka*.

#### ***Climat***

La zone a un climat tropical tempéré humide

#### ***Hydrographie***

Deux cours d'eau sillonnent la commune rurale de *Miarinavaratra* : le *Fisakana* et le *Fitamaria*

#### **II-1-2- Population**

Les Betsileo du Fisakana dont fait partie la population locale appartiennent à la souche Betsileo du Nord. La population locale s'élève à 35000 habitants dont 58% des femmes et 42% des hommes. La population active constitue les 32% de la population totale. Le tableau ci après illustre la répartition par âge et par sexe de la population de la commune.

---

<sup>13</sup> Source : monographie de la commune rurale de Miarinavaratra, année 1999

**Tableau n°2: Répartition par sexe et par âge de la population totale**

Age \ sexe	Féminin	Masculin
0-15	7105	4263
15-30	3451	2793
30-55	2842	2058
55 et plus	6902	5586
TOTAL	20300	14700

Source: monographie de la commune rurale de Miarinavaratra, année 2000

### **II-1-3- Occupation des terres**

Sur 600 km<sup>2</sup> de superficie, la majeure partie des terres comprend tanety, forêt et reboisement de pins et d'eucalyptus datant des années 50. L'étendue couverte par la savane augmente d'année en année au détriment de la forêt, à cause de la culture sur brûlis qui appauvrit le sol.

La superficie restante est utilisée pour les rizières, les cultures vivrières, les cultures pluviales, les habitations et les petites fermes. Le tableau suivant montre les détails de l'occupation des terres

**Tableau n°3: Utilisation des terres**

ESPACE NON CULTIVE		ESPACE EXPLOITE	
Savane	Forêt et reboisement de pins	rizières	Habitation et cultures pluviales
26 %	28 %	25 %	21%
54 %		46 %	

Source: Monographie de la commune rurale de Miarinavaratra, année 2000

## **II-1-4- Atouts et faiblesse de l'environnement**

### **a)- Atouts :**

L'une des spécificités de la commune est la variété de son environnement. La forêt constitue une ressource grâce à ces diverses espèces endémiques d'orchidées et de bois précieux : l'ebène, le palissandre, le bois de rose,...qui attirent différents spécialistes de l'environnement envoyés par le WWF pour admirer et étudier ces variétés.

En outre, la forêt regorge des matières premières destinées à l'artisanat, un secteur très présent dans la commune et ses alentours.

La multi présence des cours d'eau constitue également un atout majeur pour une commune dont l'agriculture constitue la principale activité de la population. De plus, ces cours d'eau renferment des ressources minières comme l'or dont l'exploitation n'est pas encore très considérée par la population locale sinon par des exploitants d'autres régions.

### **b)- Faiblesse :**

Des efforts ont été déployés pour entretenir et préserver cet environnement verdoyant de la commune de Miarinavaratra. Cependant, quelques mauvaises habitudes détruisent cette nature. Tout d'abord, comme dans toute les zones rurales à Madagascar, les paysans de la commune pratiquent la culture sur brûlis ou le tavy ; les feux de brousse surviennent assez souvent. Ces types d'exploitation nuisent aux cultures même et surtout au climat et l'environnement.

A cela s'ajoutent les méfaits des forêts de pins qui stérilisent le sol, tuent les couvertures végétales et tarissent les sources,... enfin les sensibilisations et les formations concernant l'environnement sont encore insuffisantes dans la commune.

## **Section 2: ECONOMIE**

Dans les communes rurales comme Miarinavaratra, l'économie est fortement liée aux conditions offertes par l'environnement : exiguité des terres et stérilité du sol. De ce fait les principales sources de revenus proviennent de l'agriculture et de l'élevage. La quasi-totalité de la population vit de ce secteur. Le secteur artisanal commence désormais à intéresser les paysans dans le sens qu'il génère un autre revenu. Par ailleurs, la production agricole ne connaît pas d'amélioration et reste à un état stationnaire. La faiblesse des infrastructures routières rend difficiles l'écoulement des produits et l'amélioration de la productivité. Le micro-crédit n'attire pas les paysans. Cette situation semble provenir de plusieurs paramètres interdépendants

### **II-2-1- L'agriculture**

Les paysans pratiquent en général une culture principale : le riz, et d'autres cultures vivrières tels que les légumes, le manioc, le patates, ou autres sur leur lopin de terre. Cette terre reçue en héritage constitue leur moyen de production principal. C'est le « *anaran-dray* »<sup>14</sup> qui est morcelé depuis des générations successives. Il se compose de quelques parcelles de rizières et de champs. Les outils de production employés sont généralement l'*angady*<sup>15</sup> pour la majeure partie, la charrue et la herse pour les plus aisés. Une seule récolte de riz par an est permise. La division de travail est bien précise : les hommes s'occupent des grands travaux qui demandent des efforts musculaires. Les femmes se chargent de tout le reste. En général, la méthode de culture traditionnelle est la plus pratiquée, faute de moyens matériels et financiers. La production est faible car la stérilité du sol exige l'utilisation de fumier ou d'engrais chimiques. Malgré un calendrier agricole complet, c'est-à-dire une récolte de riz, l'exploitation de culture de contre saison et des cultures pluviales chaque année, les paysans n'arrivent pas à joindre les deux bouts et sont confrontés fatallement à cette période de soudure.

---

<sup>14</sup> Anaran-dray : terre reçue en héritage au nom du père

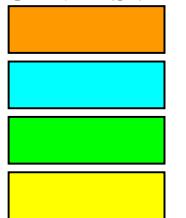
<sup>15</sup> Angady : bêche à long manche et à longue lame

Tableau n°4: Calendrier agricole

	Janvier	Février	mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	sept	octobre	nov	déc
Riz												
Manioc												
Pommes de terres												
Patates												
Maïs												
Brèdes												
Haricots et pois												

Source: notre enquête personnelle (année 2007)

#### LEGENDES :



Préparation du terrain

Préparation et semence

Mise en place des cultures (repiquage ou implantation)

Récolte

#### II-2-2- L'élevage

Si l'agriculture fait partie du quotidien Betsileo, l'élevage ne l'est pas moins. Il témoigne de la transmission de l'héritage culturel. Il occupe aussi une place importante dans la vie économique de la population. Chaque ménage pratique le petit élevage et possède sa propre petite ferme. Ils élèvent quelques têtes de bœufs, un ou deux porcs, des lapins et des volailles. Les produits de l'élevage ne contribuent pas à l'alimentation du paysan mais pour lui procurent des engrangés et des forces motrices pour les grands travaux agricoles ou comme monnaie d'échange. La vente de ces produits sert surtout à atténuer la rude période de soudure ou à s'acquitter d'un devoir cultuel lors d'une cérémonie coutumière. Le bœuf ou le cochon sera engrangé en vue d'un famadihana<sup>16</sup>. Seuls les grands éleveurs constituant une minorité possèdent plus d'une dizaine de têtes, ils arrivent à percevoir un revenu important et arrivent ainsi à améliorer leur condition de vie et celle de la commune par le biais des paiements fiscaux.

<sup>16</sup> Famadihana : recouvrement de linceuls

Quoi qu'il en soit une menace pèse sur tous les éleveurs à cause de la diversité des maladies des animaux et de l'inaccessibilité de l'assistance vétérinaire (médicaments, vaccins réguliers,...) vu le faible pouvoir d'achat. Le manque de formation technique agrave la situation des éleveurs et l'élevage ne connaît pas de progrès mais reste ainsi au stade traditionnel.

### **II-2-3- L'artisanat**

L'artisanat représente le secteur le moins exploité dans la commune mais il commence à intéresser la population paysanne. Il regroupe en général trois filières : le tissage, le tressage et le bois. Certes, d'autres filières existent dans la commune mais elles ne présentent pas de potentiels pour l'économie de la localité ; évoquons par exemple les ouvrages métalliques ou les coutures,...

#### **a)- Le tressage**

Le tressage est une activité a priori féminine, son apprentissage fait partie inhérente de l'éducation d'une fille au même titre que la couture, le repiquage ou la lessive,...

De ce fait, les produits de tressage ne constituent pas un marché conséquent au niveau local sauf pendant les périodes fastes comme les *lanonana*<sup>17</sup> ou la moisson ; tout le monde est capable de tresser. Les matières premières utilisées sont abondantes dans la commune : *ravin-dahasa*, *haravola*, *vakoana*<sup>18</sup>,... Les principaux produits sont les nattes, les paniers et soubiques, les chapeaux, les poufs.

#### **b)- Le tissage**

Le tissage est aussi une activité à vocation féminine qui est réservé à quelques familles dont les techniques sont transmises de mère en fille. Dans la commune, il n'y a pas d'école d'apprentissage du tissage. Ce métier nécessite l'utilisation de matériaux spécifiques, le métier à tisser, d'un espace bien aménagé et d'un savoir faire qui n'est pas

---

<sup>17</sup> Lanonana : grande festivité

<sup>18</sup> Ravin-dahasa, vakoana : plantes aquatiques dont les feuilles sont utilisées comme matières premières du tressage

donné à tout le monde, propre aux tisserands. Les produits sont exclusivement décoratifs et la matière utilisée est le raphia, importé d'autres régions comme Mahajanga.

Pour un souci de qualité et de productivité, des associations et des organisations non gouvernementales accompagnent les tisserands tout au long des processus de production.

#### c)- Le bois

Comme la forêt recouvre une partie importante de la partie orientale de la commune, les artisans de bois locaux ont beaucoup de choix quant aux matières utilisées. Dans la région, deux genres de bois sont à considérer : bois ordinaires et bois précieux.

Les bois ordinaires (pins, eucalyptus, mimosa,...) sont transformés en ustensiles, utilisés dans la vie quotidienne des habitants : bois de construction, planches, manches pour bêches, chaises, table, literie, mortier, fenêtre, porte, charrette, cercueil, ...

Les bois précieux présents dans la commune sont l'ébène, le palissandre,... ils sont quant à eux transformés sur place et écoulés sous forme de meubles à l'extérieur de la commune. Malgré la diversité des ressources, le manque de professionnalisme se fait lourdement sentir sur la qualité et la quantité des produits artisanaux. Ce secteur d'activité a besoin d'importants appuis techniques et financiers pour s'améliorer.

### *Section 3 : INFRASTRUCTURE*

Les infrastructures routières dans la commune connaissent désormais des améliorations mais ils ne suffisent pas pour l'écoulement des produits ni leur gestion.

En effet, grâce au FER (Fond d'Entretien Routier), les routes communales atteignent aujourd'hui 100 Km. Les ruelles au niveau des quartiers sont aussi construites et entretenues grâce à la mobilisation des villageois.

#### **II-3-1- Sécurité**

Il n'y a pas de poste avancé de gendarmerie dans la commune, ce sont les agents appelés quartiers mobiles qui y assurent la sécurité. D'ailleurs, les infractions consistent

surtout en vol de culture sur pied ou en bagarre de marché, due à l'état d'ivresse le jour du marché. Il n'y a pas de vrais voleurs de bétail dans cette zone, il n'y a que les petits brigands

### **II-3-2- Crédit rural**

Depuis 1996, la CECAM, un système de micro finance est présent à Miarinavaratra mais les paysans sont réticents quant à l'accréditation. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour cette réticence : la sensibilisation ne serait pas assez profonde, de plus, l'accès au crédit est assez difficile, enfin, les perspectives d'utilisation sont minces, vues les faibles potentialités économiques de la commune.

### **II-3-3- Le marché**

Le marché communal, ouvert chaque mercredi, réunit tous les villageois de la commune. Les paysans s'approvisionnent en PPN ou vendent leurs produits. C'est surtout un lieu de rencontre et d'échange. C'est aussi l'occasion pour les parents et famille dispersés de se rencontrer et de s'échanger des nouvelles. Pour les jeunes, c'est une occasion pour rompre la monotonie de la vie rurale. Les produits sont transportés au marché au moyen de charrettes ou portés sur la tête. Pendant la saison des fruits, plusieurs camions arrivent à Miarinavaratra pour collecter quelques centaines de tonnes de pommes, autre spécialité du pays, que des centaines de charrettes ont convoyé du quartier de Lakandrano situé à 25km au nord-est du centre communal. Par ailleurs, la commune n'a pas de gare routière, les taxis brousses stationnent dans une allée centrale du marché, ce qui rend les mercredi plus bruyant et plus chaud. Quatre à cinq taxis brousses desservent la commune sur Fandriana, Ambositra et Antananarivo. . Etant limitrophe avec les communes riveraines du Betsimisaraka, elle est la principale voie d'accès du trafic commercial de ces dernières. La majeure partie du transport se fait par portage à dos d'homme. L' « *ambodivoara* »<sup>19</sup>, boisson alcoolisée de renommé nationale, est en fait, un produit betsimisaraka, de la localité d'Ambodivoara, qui lui a donné son nom, transite par Miarinavaratra. C'est cette dernière qui constitue un pôle de commercialisation.

---

<sup>19</sup> Ambodivoara : nom de l'alcool local

#### **II-3-4- Télécommunication**

Il n'y a pas de moyen de télécommunication dans la commune. Dans le bureau de poste il n'existe pas de téléphone ni de B.L.U. Les téléphones portables commencent à être utilisés mais les réseaux ne couvrent pas la totalité de la commune, il faut se trouver en un certain endroit d'une hauteur ou d'une montagne pour parvenir à obtenir une communication téléphonique. Les journaux ne parviennent dans la commune qu'occasionnellement. Ce sont les taxis brousses qui servent de messagers et de courriers postaux pour convoyer lettres, fret, argent liquide.

#### ***Section 4 : DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE***

La quasi totalité de la production est destinée à la consommation. Seule les familles aisées peuvent mettre en vente une partie de cette production. Pour les autres, c'est une partie de la réserve de consommation qui est mise en vente pour couvrir les besoins en PPN.

Le petit élevage familial et l'artisanat servent aussi de sources de revenu complémentaires pour subvenir aux besoins quotidiens mais surtout aux devoirs cultuels.

La production ne procure donc pas assez de masse monétaire pour améliorer des conditions de vie des cultivateurs. L'impossibilité de l'épargne, le manque de technicité, l'insuffisance des équipements agricoles et les difficultés financières conduisent à la baisse des rendements. Tout ceci justifie le caractère chronique de la période de soudure qui s'étale sur presque quatre mois ; à partir du mois d'octobre jusqu'au mois de février. La période de soudure est une période pendant laquelle les paysans vivent dans des conditions difficiles du fait du déficit alimentaire. A ce faible rendement s'ajoutent encore les dépenses parfois excessives relatives aux rites traditionnels tels les *lanonana*, circoncision qui surviennent en général aux mois de juin et juillet.

#### **II-4-1- Santé**

L'insuffisance de la production, la quantité et la qualité de la consommation, le faible revenu de la population de la commune la mettent dans une situation sanitaire précaire.

La commune rurale de Miarinavaratra ne dispose que de quatre CSB1 et un CSB 2. Les quatre CSB1 dirigés par des sages femmes ou des infirmiers sont inégalement répartis dans les 41 quartiers de la commune. Le seul CSB2 doté d'un médecin se trouve dans le chef lieu de la commune. La médecine traditionnelle persiste toujours dans la commune en raison de l'éloignement des CSB. La plupart des paysans ne rejoignent les centres de santé que le jour de marché qui d'ailleurs est le seul jour où ils viennent au chef lieu. Ainsi, ils font d'une pierre deux coups.

#### **II-4-2- Scolarisation<sup>20</sup>**

« ...Education pour tous.... » ; Le taux de fréquentation des écoles primaires est de 90%. Dans l'enseignement secondaire, ce taux est réduit de moitié dans le meilleur des cas. La commune rurale de Miarinavaratra dispose de 49 établissements d'enseignement primaire dont 6 écoles primaires privées. La dispersion de ces infrastructures dans les 41 quartiers est cette fois équitable. Par contre, il n'y a qu'un seul CEG et un collège secondaire privé catholique. Ce qui explique la réduction des taux de scolarisation après le CEPE. Les élèves qui veulent continuer après le BEPC doivent rejoindre le chef lieu de District, à Fandriana, situé à 24 Km de Miarinavaratra. Beaucoup de parents n'arrivent plus à financer les études de leurs enfants. Avec les frais de scolarisation et d'autres dépenses occasionnées par l'éloignement: loyer, ration alimentaire, fournitures scolaires, seule, une minorité parvient à continuer leurs études.

#### **II-4-3- Associations**

Des ONG et des associations travaillent avec la commune actuellement notamment : FID, PSDR, SECALINE, ADRA, Saha betsileo, PNUD,...

La plupart de ces partenaires oeuvrent dans les secteurs générateurs de revenu c'est-à-dire dans l'agriculture et l'élevage tels que : PSDR, ADRA, Tefisaina, Saha Bestsileo, FER,...

---

<sup>20</sup> Source : monographie de la commune rurale de Miarinavaratra, année 2000

Certains programmes créent du travail malheureusement passager pour les jeunes de la commune ; les mains d'oeuvre dans les constructions des infrastructures (école dispensaires,...) assurant le bien être de la population : SEECALINE, FER, FID,...

D'autres ONG se consacrent aux formations et sensibilisation de la population et même des dirigeants : Accord, WWF.

### ***Section 5 : POLITIQUE ET DECENTRALISATION***

La réapparition des communes à Madagascar a conduit à l'émergence des collectivités territoriales décentralisées sensées assurer des fonctions relatives à la vie quotidienne et au développement économique et social de la population. Ceci dit les dirigeants locaux doivent assurer l'autonomie de leur collectivité tant sur le plan social qu'économique, tout en préservant les politiques et les stratégies du gouvernement central. Malheureusement, en raison de ses faibles moyens, la commune est largement tributaire de l'appui financier étranger. Les subventions attribuées aux communes rurales sont loin de suffire à leurs besoins pour les faire avancer. Pour le cas de la commune rurale de Miarinavaratra, les 30 millions octroyés annuellement par le gouvernement n'arrivent pas à couvrir les dépenses liées au fonctionnement administratif puisque rappelons le, la commune recense 41 quartiers.

Pour que ces subventions soient utilisées rationnellement, un plan communal est indispensable. Le plan communal de développement (PCD) est un document cadre de référence au niveau local. Il comprend une revue des problèmes prioritaires du développement rural, les effets et les causes de ces problèmes ainsi que les solutions et les stratégies spécifiques à chacun de ces problèmes. Le processus de l'élaboration du PCD est parti de la base avec la participation des 41 chefs fokontany, du maire et ses collaborateurs ainsi que des ONG et associations. Depuis son élaboration en 1999, il n'y a jamais eu de renouvellement, pas de nouvelles perspectives. Les dirigeants actuels se réfèrent toujours à cet ancien plan

## **Section 6 : CULTURE ET PRATIQUES SOCIALES DANS LA COMMUNE**

Dans les grandes lignes, les pratiques sociales pratiquées par la population de la commune sont partagées par tous les betsileo du centre et du sud, voire par tous les malgaches.

En effet, les valeurs sociales telles que le *Fihavanana*, le culte des ancêtres, le respect des anciens, gardiens de la tradition, la technique de la culture de riz sont communes à tous les malgaches. Elles sont aussi le fondement et l'expression de l'unité de la nation. Ces valeurs, entretenues par les pratiques sociales qui en découlent sont presque partout identiques avec toutefois, quelques variantes ou particularités spécifiques à chaque région.

Nous allons expliquer quelques rites pendant les évènements coutumiers :

### **II-6-1- La mort**

Si la mort est une chose grave, elle est inévitable. C'est l'évènement capital. Toute activité s'arrête au village. Le deuil est pris en charge par la communauté villageoise jusqu'au lendemain de l'enterrement pour soutenir la famille endeuillée. Chaque entité a un rôle et assure une fonction bien définie. Les anciens se chargent de la direction et de l'organisation de l'évènement. Ils reçoivent les condoléances et assurent les différents *kabary*,<sup>21</sup>. Les hommes conduisent et dirigent les différents travaux. Les femmes se chargent de l'aménagement des lieux et de la cuisine. Le repas de deuil est partagé par tous les membres de la communauté villageoise. Les jeunes s'occupent des travaux matériels comme couper du bois, abattre le bœuf rituel, la fabrication du cercueil,...et ils partent par groupe de deux en tant qu'annonceur « *mpanambara* »<sup>22</sup> pour faire part de la mauvaise nouvelle « *ambara* » aux familles éloignées.

Outre ces différentes activités, la communauté vient par famille, présenter ses condoléances en apportant de l'argent et un peu de riz blanc. Ces apports appelés

---

<sup>21</sup> Kabary : les discours de circonstance

<sup>22</sup> Mpanambara : celui qui est envoyé pour annoncer une nouvelle importante, le « ambara »

« *rambon-damban'ny maty, fao-dranomaso* »<sup>23</sup> marquent le soutien à la famille endeuillée, la cohésion des villageois et la participation aux frais occasionnés.

La veillée funèbre dure en général deux jours et l'enterrement a lieu le troisième jour sauf si ce dernier tombe un mardi considéré comme jour néfaste.

## **II-6-2- Le Famadihana**

Si le deuil est un évènement capital, il est inéluctable et douloureux. Le *famadihana* (renouvellement de linceuls) par contre, est un évènement heureux, donc occasion de dépense excessive. Il est toujours accompagné de *lanonana* (grande festivité) qui, à la différence du Betsileo du sud, apparaît comme synonyme de *Famadihana* à Miarinavaratra. (Chez les Betsileo du sud, *lanonana* et *famadihana* sont deux pratiques différentes.)

C'est un évènement heureux car il traduit la continuité : la continuité de la vie à travers les générations, la continuité du passé avec le présent, du monde des vivants avec celui de l'au-delà. C'est une occasion pour les membres de la famille élargie et dispersée de se regrouper et se connaître. Les festivités et les dépenses sont préparées longtemps à l'avance. D'abord, les préparatifs commencent par la consultation du devin (*mpanandro, mpimasy, ombiasy*) lequel indique le jour faste. Les raisons à l'origine d'un *lanonana* sont multiples : la famille peut décider de transférer dans le caveau familial, un parent décédé loin de la terre natale. Il peut aussi être programmé pour honorer un voeu. Le *lanonana* peut être occasionné à la suite d'une prémonition (*nofy*) considérée comme message de l'au-delà.

Le *famadihana* dure normalement deux jours : la veille au soir, la veillée « *fodiamandry* »<sup>24</sup> et le jour du *famadihana*. A l'inverse du deuil, « *fahoriania* », jour de deuil, le *lanonana* est bruyant et joyeux, il est espacé de nombreux discours ou *kabary* et ponctué par des « *akora* », cris de joie mâle.

La communauté villageoise est encore mobilisée en assurant activement la

---

<sup>23</sup> Rambon-damban'ny maty, fao-dranomaso : l'étoffe du défunt, pour essuyer les larmes

<sup>24</sup> Fodiamandry : de mody : rentrer et mandry : dormir ; c'est la veillée

réalisation et la réussite des festivités. Les tâches et les rôles sont distribués comme pour le deuil. Chaque famille apporte aussi sa contribution en argent et en nature pour participer aux frais. En réalité, ils ne font que rendre ce que la famille organisatrice leur a apporté lors d'une circonstance similaire antérieure, c'est le « *atero ka alao* »

### **II-6-3- Le Mariage**

Un autre évènement heureux qui jalonne la monotonie quotidienne des villageois est le mariage. Auparavant, le mariage était arrangé entre parents proches pour pouvoir ainsi sauvegarder le patrimoine hérité des ancêtres « *lova tsy mifindra* »<sup>25</sup>. Ce patrimoine garde une forte valeur sentimentale et patriotique qui relie la génération présente à la précédente, « *anaran-dray, tanindrazana* »<sup>26</sup>. La terre n'est pas un simple moyen de production anonyme et substituable. C'est un moyen de production qui assure la continuité de la descendance à travers le tombeau, les terrains de culture et de pâturage, les rizières... .

Désormais, cette pratique du mariage arrangé n'a plus cours. Cependant certaines pratiques traditionnelles survivent.

Le jeune homme et sa fiancée vivent d'abord un certains temps en concubinage dans la maison paternelle pour mieux se connaître (*fizahan-toetra* : observation mutuelle). Cette situation peut s'apparenter aux fiançailles européennes et peut durer de quelques mois à un an. Ensuite, les parents du jeune homme se présentent chez les parents de la jeune fille pour payer le « *ala faditra* » (élimination des tabous). Après, les formalités du mariage peuvent être engagées pour officialiser et rendre publique l'union. La noce débute par la demande en mariage chez les parents de la jeune fille. Cette demande est en fait, une joute oratoire très prisée par l'assistance. Après les échanges de discours ou *kabary*, le mariage est scellé par le « *vodiondry* », textuellement : l'arrière-train du mouton, mais en réalité c'est une somme symbolique offerte par le jeune homme à ses futurs beaux-parents. Le *vodiondry* est suivi du repas de noce. Le jeune homme est accompagné des jeunes gens (*mpangala*) qui ont pour tâche de transporter les effets de la mariée (ustensiles de cuisines, meubles, effets personnels...). Dans la soirée, la jeune mariée escortée de jeunes gens de son entourage

---

<sup>25</sup> *Lova tsy mifindra* : l'héritage ne change pas de main

<sup>26</sup> *Anaran-dray, tanindrazana* : textuellement : le nom du père, la terre des ancêtres

(*mpanatitra*) rejoint avec son époux la maison de ses beaux-parents où les attend un repas de réception. Le nombre des invités et l'appel au service des *mpiray* ou voisins dépendent des possibilités de chacune des deux familles. La cérémonie du mariage peut ainsi être célébrée de façon simplet ou dans le faste. Quoi qu'il en soit, musique, chant, danse et alcool, « l'*ambodivoara* » marquent l'évènement.

D'autres évènements mobilisent toute la communauté villageoise comme : l'inauguration de maisons, la circoncision, le repiquage et la récolte de riz, les grands travaux d'urgence ou « *vonjy rano vaky* »...

Si dans le fond, l'existence et le déroulement de ces pratiques sociales se retrouvent aussi dans les autres régions, à Miarinavaratra elles revêtent une certaine particularité.

Comme partout ailleurs, l'oralité à travers les *kabary* tient une large place dans les pratiques sociales dans la commune.

L'*ambodivoara* est omniprésente. Aucun rituel ne peut être accompli sans le *toaka gasy*. En outre, sa présence est indissociable du discours, l'un ne peut se faire sans l'autre. Cette boisson alcoolisée locale fait la spécificité de la commune.

Par ailleurs, la mobilisation de la communauté villageoise en de telles circonstances revêt un caractère associatif qui est l'expression du « *FIHAVANANA* ». Ensemble, ils supportent les travaux et les dépenses. Trois, quatre hameaux ou plus s'organisent en « *mpiray ou mpiray voabary* » (association villageoise qui consiste à apporter sa contribution en riz). Ensemble, ils sont forts pour faire face et affronter les grands évènements heureux ou malheureux.

Ces pratiques sociales, presque identiques sauf quelques particularités régionales expriment et justifient l'unicité de la civilisation malgache. Mais elles sont aussi sources de grandes dépenses. Ces valeurs sociales se conjuguent donc très difficilement avec les dures conditions économiques de la population de la commune. Une reconsideration des pratiques sociales pour les faire correspondre aux réalités socio-économiques réelles actuelles s'impose.

## **CONCLUSION PARTIELLE**

Par son mode de production, la population de la commune est typiquement rurale. Par ailleurs, la pauvreté du sol, l'insuffisance des revenus, le faible rendement, la faiblesse des infrastructures socio-économiques, mais surtout, le poids des pratiques sociales réduisent les paysans à des conditions de vie très difficiles.

Par ailleurs, les femmes qui assurent la grande partie des activités de productions, qui, de plus, ont la charge du bien être de la famille, ne jouissent que d'un statut de subalterne et d'exécutant.

Le développement véritable de la commune ne peut donc être envisagé sans l'évolution de la condition féminine.

Partie II : **CONTRIBUTION FEMININE AU  
DEVELOPPEMENT LOCAL**

## **Chapitre III: EVOLUTION DES CONDITIONS DE LA FEMME**

L'évolution des conditions féminines dans la commune rurale de Miarinavaratra a suivi la même évolution dans tout Madagascar. Certes, les conditions des femmes en milieu rural et en terre betsileo ont connu quelques changements (progrès), mais leur évolution s'est faite très lentement. Ils sont à peine visibles à raison du caractère conservateur du milieu rural en général et de ce groupe ethnique en particulier.

### ***Section1: PERIODES DES ROYAUMES ANCIENS***

Jusqu'à aujourd'hui, les lois en vigueur à Madagascar ont leur source dans les droits sociaux traditionnels surtout en ce qui concerne la femme. Le rôle décisif de cette dernière au sein de la société est très restreint : elle doit rester une très bonne mère qui s'occupe très bien des enfants. Elle n'est aux yeux de son mari qu'une espèce de concubine destinée à la joie du foyer.

Avant la colonisation, il existait plusieurs formations sociales à Madagascar, notamment les clans, les chefferies et les royaumes. Ces formations sociales se sont succédé mais les conditions des femmes n'ont connu aucune évolution, sinon en pire.

Tout d'abord, le clan est dirigé par un chef de clan qui est le patriarche. Dans cette organisation les membres reconnaissent le chef du clan et en général ce dernier est le plus âgé de la branche et l'aîné du groupe de parenté. Grâce à ses expériences, tous les litiges et conflits sont soumis à son arbitrage car il connaît les meilleures manières de les résoudre, même les problèmes des ménages. Pour ce qui est de la division de travail, le clan a recours à l'autoévaluation de chaque individu ; c'est ainsi que certaines activités sont défendues aux femmes sous prétexte qu'elles sont plus faibles.

Ensuite, une nouvelle organisation sociale s'est formée : la chefferie au sein de laquelle, il y a affirmation de l'autorité individuelle et constitution de lignages dominant vis-à-vis des institutions collectives. Ce qui distingue cette autorité individuelle du chef du

clan est qu'elle est constituée de capacité en l'occurrence le fait de savoir manipuler des armes et de faire la guerre aux autres clans. Les fonctions des clans ou des lignagers dans le maintien de l'ordre disparaissent. Le chef avec ces guerriers assurent la paix, participent aux guerres et étendent les domaines territoriaux du groupe. Ils constituent la force de l'ordre à l'époque et disposent du pouvoir civil et militaire. Désormais les aînés ne sont plus reconnus en tant que chef mais comme simples conseillers.

Ainsi, la responsabilité dans tous les secteurs de la vie sociale n'est plus fonction de l'âge mais plutôt des mérites et des aptitudes personnelles de l'individu.

Enfin cette politique fondée sur la souveraineté territoriale a amené à la création des royaumes mais les clans et les lignages n'ont pas disparu pour autant. Ils se perpétuent sous l'autorité royale.

Pendant ces périodes évoquées, le statut relatif aux femmes est déplorable dans les sociétés qu'elles soient endogames ou exogames. Le mariage est une affaire du clan ou du groupe c'est-à-dire que c'est une affaire politique surtout dans les sociétés exogames. Dans les sociétés endogames, les femmes portent le statut d'esclaves tandis que dans la société exogame sa circulation est un facteur d'enrichissement. C'est avec l'échange des femmes que les échanges économiques se sont multipliés.

En outre, dès le plus jeune âge, les garçons ont plus de priviléges dans leurs quotidiens et même dès la naissance : pour les noms des enfants ; les garçons héritent des noms de leurs ancêtres qui étaient nés dans les mêmes circonstances d'ordre astrologique ou « *vintana* » (destin). Les filles ont chacune des noms particuliers et ce n'était pas la peine de leur transmettre les noms des ancêtres puisque de toute façon, elles sont destinées à perpétuer les noms de leurs époux

## **Section 2: LES ROYAUMES MODERNES ET LE CHRISTIANISME**

Nous entendons par royaume moderne, le temps où les royaumes se sont ouverts à l'étranger et a commencé à entretenir des échanges économiques et d'esclaves avec eux. .

Avec l'entrée des étrangers à Madagascar, les gouvernements ont connu des changements. L'esclavage s'est aussi développé dans toute l'île à cause des guerres intestines et des litiges territoriaux. Les esclaves sont en général traités comme des bêtes dépendant de leur maîtres : ils travaillent dur dans les champs, ils se vendent comme de simples effets,... les femmes esclaves jeunes avaient aussi pour ainsi dire le droit d'être les concubines de leurs maîtres. Les plus vieilles en dehors des occupations dont elles doivent s'acquitter chez elles, doivent d'abord finir les forçats imposés par leur maîtres. Quant aux femmes non esclaves, elles ne font pas les corvées et les tâches ménagères mais leur statut n'a pas changé, les hommes ne leur accordent pas de considération. En terre betsileo par exemple l'homme croit ne lui devoir aucune fidélité et ne lui en demande guère en échange, d'autant plus que la polygamie était à l'époque un honneur dans le pays « il est assez puissant pour avoir épousé plusieurs femmes ».

Contrairement aux temps des chefferies et des clans, des femmes ont gouverné dans certaines régions comme reines, notamment, Ranavalona, Rasoherina,...Elles parvinrent à succéder leurs époux et devinrent souveraines à leurs tours. D'autres femmes ont aussi été connu durant ces périodes de part leur courage et leur persévérance ; parmi elles, Victoire Rasoamanarivo et Rasalama la martyre. Ces dernières ont été persécutées à cause de la religion, le christianisme a été défendu pendant le règne de Ranavalona 1

A la suite de ces échanges avec l'extérieur, les étrangers se sont imposés dans l'île tout en introduisant leurs civilisations dans les sociétés malgaches. Parmi ces étrangers il y avait des marchands, des explorateurs, des missionnaires,... Ces derniers se sont dispersés dans toute l'île, surtout après que le christianisme fût autorisé à Madagascar. Des écoles et des églises ont été construites. De ce fait, l'éducation européenne et le christianisme ont été introduits et enseignés à Madagascar. Ce n'est que vers 1872 que les missionnaires ont commencé à travailler dans la région du *Fisakana*. Les malagasy ont alors appris non seulement la Bible mais aussi et surtout la civilisation européenne. A la même époque, à

l'étranger, les femmes n'avaient pas les conditions qu'elles ont aujourd'hui. L'arrivée du christianisme a permis à la population d'avoir une certaine éducation mais il n'a fait que confirmer le régime patriarcal déjà adopté dans la région. La religion, et surtout le catholicisme, était très sévère dans le temps. Le statut de la femme n'a pas changé pour autant. L'image d'Eve s'est imposée dans les mentalités : cette image est toujours rappelé aux femmes, elles sont la source des malheurs de l'humanité. De ce fait, elles doivent se racheter en se rabaisant vis-à-vis de l'homme.

### **Section3: LA PERIODE COLONIALE**

La monarchie et la féodalité sont abolies. L'esclavage est aboli. Il est substitué par un système de corvées, qui, à son tour, est supprimé en 1901 pour être remplacé par l'impôt.

En 1896, Madagascar est intégrée dans l'empire colonial français et n'obtiendra l'indépendance qu'en 1960. Pendant plus de 60 ans toute l'île a été asservie par les français. La cohabitation n'a pas toujours été facile. Au début de la colonisation, les malagasy ont lutté contre les colons, ils ne voulaient pas de leur oppression. Armes blanches contre armes à feu, les étrangers emportent la guerre, pour se faire accepter et respecter par ceux qu'ils appellent les indigènes. Les fauteurs de troubles et les rebelles sont exécutés en public pour servir d'exemples aux autres. Conscient de leur faiblesse, les malagasy se laissaient dominer par les coloniseurs étrangers. La cohabitation est devenue plus sereine. Les colons de leur côté se sont adoucis et les oppressions sont atténuées. Mais pour le peuple malagasy, le désir de liberté était si fort que durant 40 ans, des manifestations massives se soulevaient depuis les différentes régions. Ce soulèvement fut réprimé sévèrement par l'oppression coloniale. L'indépendance fut obtenue que 20 ans après, en 1960.

La colonisation a apporté des changements dans la mentalité des malagasy. La pacification armée du début de la colonisation, les répressions des révoltes et de la rébellion ont fait naître la peur du *vazaha*<sup>27</sup>, surtout pour la population vivant en milieu rural. Il est considéré comme un être supérieur et inaccessible. Il représente l'autorité. La population urbaine qui vit au milieu de ces étrangers s'est habituée à leur présence, jusqu'à copier leur

---

<sup>27</sup> Vazaha : étranger ayant des couleurs de peau claire

mode de vie. Quant aux ménages, le pourcentage des femmes chefs de famille a augmenté puisque tous les hommes majeurs et valides sont partis faire la guerre ou ils partent s'acquitter de travaux forcés (SMOTIG, ....). La plupart de ces hommes sont tués, reviennent invalides ou ne peuvent même plus revenir dans leur terroir. Les femmes se sentent alors considérées puisqu'elles tiennent des rôles plus ou moins importants dans le foyer et dans la communauté. Elles doivent s'occuper de toutes les corvées et des tâches ménagères ainsi que des enfants et des animaux de ferme. C'est à elle seule que reviennent en même temps le rôle du père et celui de la mère. Elle nourrit les enfants, elle les protège contre tout danger. Mais les anciens ou les vieillards restés dans la communauté persistent toujours à faire perdurer le régime patriarcal. Néanmoins, les femmes ont trouvé leur place dans cette société qui ne leur a jamais attribué de mérite digne de leur effort. Le statut de la femme n'a pas changé durant cette période coloniale, puisque la vie de la société même a été bouleversée pendant cette période.

#### **Section4 : L'INDEPENDANCE**

L'indépendance de Madagascar a été proclamée en 1960. Les luttes menées depuis plus de 10 ans pour l'obtenir ont enfin abouti. Après 60 ans d'oppression les malagasy ont retrouvé leur liberté qui a soulagé tout un chacun. Désormais, des malgaches dirigeaient le pays, même si les étrangers étaient toujours présents. Les sociétés et la vie des malgaches sont redevenues normales quoi que la présence des étrangers dans l'île a laissé des séquelles dans la mentalité et le quotidien même de la population. Le système politique adopté par le gouvernement malagasy a été copié sur celui de la métropole : Madagascar devient une république autonome dans le cadre de la Communauté française. Philibert Tsiranana, devient le premier président. La jeune république garde toutefois des relations privilégiées avec la France.

Les collectivités déconcentrées étaient les cantons dirigés par les chefs de cantons. Ces derniers remplacent les français dans l'administration de la population. Après une décennie de stabilité politique, l'île est ébranlée en 1972 par de graves troubles politiques et sociaux, révélant l'usure du pouvoir et dénonçant l'hégémonie de l'ancienne métropole.

Après une période d’instabilité institutionnelle où les militaires ont pris leurs responsabilités<sup>28</sup>, le 30 décembre 1975, le pays devient la République démocratique de Madagascar et le 4 juillet 1976, Didier Ratsiraka accède à la présidence pour sept ans. Le gouvernement révolutionnaire engage une politique d’étatisation de l’économie et se rapproche du bloc communiste, rompant avec la position modérée que le pays avait toujours adoptée dans les instances internationales.

### Sociétés

En milieu rural, la population craint les délégués d’Etat qui représentent le pouvoir central. Elle leur accorde autant de respect que vis-à-vis des délégués coloniaux étrangers. La population ne s’attendait pas aux genres de moyens utilisés par ces responsables nationaux pour appliquer la loi, entre autre, pour la perception des impôts. L’impôt per capita, même modique, est encore élevé pour le petit peuple.

La vie quotidienne du peuple a connu un changement puisque les civilisations occidentales ont imprégné la population. Bien des points de vue ont changé notamment en ce qui concerne la religion, la société ou la santé : depuis la colonisation, dans de nombreuses familles, le nom du père est porté par les enfants à leurs naissances pour les garçons ainsi que les filles.

Pour les femmes, la considération de leurs conditions reste la même. Dans le betsileo comme partout à Madagascar, l’inégalité des droits est maintenue, surtout en ce qui concerne le mariage et l’héritage.

Pour les betsileo, le terme « égalité » considère que deux choses sont égales si elles sont semblables, les mêmes en nature, en qualité, en quantité et en valeur. L’inégalité entre homme et femme se situe aussi dans ces quatre dimensions : nature, qualité, quantité et valeur.

---

<sup>28</sup> 1973-1975 : régime du général Ramanantsoa, suivi du colonel Ratsimandrava  
1975 : directoire militaire

En nature d'abord car cette inégalité se ressent dans les comportements de l'un vis-à-vis de l'autre.

En qualité ensuite, puisqu'on parle de l'inégalité des genres dans les hiérarchie sociale au niveau du groupe. La femme est ainsi considérée comme en situation d'infériorité par rapport à l'homme, car l'homme est la tête de la famille. La femme tient le deuxième rôle après l'homme dans la vie quotidienne et dans presque toutes les activités coutumières. Par exemple au foyer, la femme ne peut manger à la même table ou sur la même natte que son mari. Elle lui sert à manger et attend qu'il finisse pour se servir à son tour. Elle se sert quelquefois après les enfants.

En quantité, puisque l'inégalité du genre se mesure dans la capacité et dans les interdictions attribuées à l'un ou l'autre à cause de sa masculinité ou de sa féminité. Cette inégalité est mesurable par exemple dans le nombre d'interdictions que l'homme subit vis-à-vis de sa situation d'homme. Il ne peut pas en l'occurrence entreprendre des activités féminines sous peine d'être la risée de toute la société. La situation de la femme face au mariage est aussi un exemple concret illustrant cette inégalité. Le rituel même de demande en mariage impose à la femme des contraintes qu'on ne demande pas à l'homme. ...

En valeur enfin, car l'inégalité est comme une situation incontournable dans la vie de la femme. Elle est éduquée dès sa prime enfance à accepter sa faiblesse, à savoir se tenir socialement en deuxième position. Cela, malgré les compétences qu'elle n'a pas le droit de faire valoir si elles dépassent celles des hommes.

Ces inégalités peuvent être de facto dans les faits et les pratiques, ou de jure, établis par des textes juridiques. Les lois et les droits ont été promulgués lors de la première république. Mais en général, les lois régissant les femmes ont été tirées des lois coutumières. Les lois relatives aux régimes matrimoniaux désavantagent les femmes dans le mariage. Ci-dessous des exemples confirmant, ces faits :

Loi n°67-030 du 18 décembre 1967, relative aux régimes matrimoniaux, article 21 :

« La loi définit les biens communs comme étant ceux obtenus conjointement mais aussi les biens propre de la femme, qui font l'objet d'une gestion spéciale. Ceci implique que les biens propres de la femme en cas de divorce peuvent faire partie des biens communs à partager entre les époux, alors que les biens propres du mari ne font pas l'objet des mêmes dispositions. »

Aussi dans la séparation des biens le régime du « *kitay telo an-dalana* » (partage en trois parties égales) marque l'infériorité de la femme, lors du divorce ; l'homme acquiert les 2/3 des biens et la femme reçoit seulement 1/3. Alors que la garde des enfants est attribuée légitimement à la femme.

Dans le code pénal : l'adultèbre de la femme est passible d'emprisonnement alors que celui de l'homme est sanctionné par une amende.

### ***Section5 : CONDITION ACTUELLE***

#### **Politique**

La fin des années 80 et le début des années 90 ont été marqués par de graves difficultés économiques qui ont relancé les contestations contre le pouvoir. Le gouvernement réagit par des arrestations et décrète à plusieurs reprises l'état d'urgence. En 1991, après une série de grèves générales et de manifestations massives dans les rues qui ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre, un gouvernement de transition a été mis en place.

A l'issue d'un référendum (août 1992), le pays a une nouvelle constitution qui instaure un régime parlementaire, remplaçant le régime présidentiel de la constitution de 1975.

La démocratisation demeure fragile comme en témoigne le retour à un régime présidentiel fort, entériné par un autre référendum en 1995. La tâche des dirigeants est rendue plus difficile du fait de la situation économique.

L'élection présidentielle de 2001 marque aussi les débuts d'une crise politique qui perdure pendant des mois et qui implique une crise économique. Les troubles survenus pendant ces longs mois ont entraîné une récession de l'activité industrielle atteignant 90 p. 100 dans certains secteurs.

### Société

Depuis les années 1990, les conditions des femmes ont connu des formes d'amélioration. Les réussites des mouvements féministes en occident ont eu beaucoup de conséquences à Madagascar. Les femmes sont plus émancipées et autonomes. Elles ont plus de liberté dans leur vie et dans leurs activités : le contrôle des naissances, le choix d'un travail.... Et juridiquement elle est l'égale de l'homme...

Des formes d'évolution se font jour, des femmes ont commencé à prendre des postes importants dans les entreprises et même dans le parlement et le gouvernement.

Certaines lois ont été modifiées pour améliorer le statut et les conditions de la femme comme les lois matrimoniales : la Loi 67 030 du 18 décembre 1967 relative aux régimes matrimoniaux est modifiée par la loi 90 014 du 20 juillet 1990 : « Le régime de la communauté légale *kitay telo an-dalana* n'est plus imposé aux époux lors du divorce. S'il n'y a pas eu de contrat de mariage, les biens doivent être partagés équitablement selon le régime légal de partage de biens : « *zara mira* ».

Le nouveau millénaire a apporté une grande révolution quant à l'égalité des genres et à la promotion de la femme à Madagascar. Des projets et des programmes ont été lancés à l'occasion : formation des femmes leaders, promotion de la santé de la mère,... L'Etat malagasy dans le MAP (Madagascar Action Plan) privilégie la promotion de la femme. A cet effet, dans l'engagement n° 8 de ce cadre « solidarité nationale » et défi n°5 « promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes », le gouvernement Malagasy reconnaît que l'émancipation des femmes est un moyen efficace dans le combat contre la pauvreté, la maladie et pour promouvoir le développement durable.

Cette politique a été mise en oeuvre sous différentes formes, d'abord avec l'élaboration de la (PNPF) la Politique Nationale pour la promotion de la femme qui a opté pour un développement équilibré entre homme et femme en 2000. Ensuite cette politique a été traduite en terme d'action par l'élaboration du plan d'action nationale genre et développement (PANAGED) en 2003. Les femmes sont désormais reconnues comme une base incontestable dans le développement, vu leur effectif élevé.

Les femmes jouent toujours le rôle de premier éducateur des enfants et de l'entretien du foyer. Elle peut dorénavant exercer des rôles importants au niveau de sa communauté ou même de sa nation sans que son homologue masculin l'en interdise ou que la société l'en dissuade. Des femmes tiennent des places importantes dans la vie politique de notre Etat et même au sein des communautés locales et des collectivités décentralisées : en 2007 13 % des ministres et 13 % des chefs de région sont des femmes<sup>29</sup>. Dans les fokontany, des femmes sont élus comme chefs ; à Madagascar 17 % des chefs fokontany sont des femmes ce qui n'était même pas envisageable il y a 50 ans auparavant.

En milieu urbain comme en milieu rural, les mentalités ont changé suivant les circonstances et le cadre où l'on vit. En milieu urbain ce sont les NTIC en évolution qui permettent à la population d'accéder facilement aux nouvelles dispositions sollicitées par la mondialisation. En milieu rural, le processus de développement adopté par le gouvernement bouscule la tradition que la communauté local veut perpétuer. De ce fait, le changement avance très lentement, puisqu'il dépend tout d'abord et surtout du changement de mentalité de tout un chacun à l'égard des femmes et du processus de développement même. Ensuite, cette évolution dépendra aussi des attentions que le gouvernement doit à cette collectivité, car cette évolution lente et fragile peut être arrêté par les barrières existant déjà dans cette communauté. Prenons comme exemple la scolarisation des enfants issus du milieu rural ; le phénomène du retrait des enfants de l'école. Le taux de scolarisation en primaire est de 90 %, puisque la commune compte 43 écoles primaires publiques, soit une école par fokontany. Les parents arrêtent leurs enfants à l'entrée du lycée ou même des écoles secondaires car les frais sont devenus exorbitants. Il n'y a pas que la ration et les fournitures mais aussi les loyers puisque les enfants doivent partir plus loin ; il n'y a pas de

---

<sup>29</sup> MAP solidarité nationale : promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes

lycée dans la commune de Miarinavaratra et elle ne dispose que d'un seul CEG.

### **Section6 : BARRIERES**

Selon ANDRIAMANJATO Rahantavololona Razafindrakotohasina dans son exposé : Femme et Développement<sup>30</sup>, « un être humain ne peut pas s'épanouir complètement s'il ne prend part de sa créativité et de son action au progrès et au développement en général »

Les femmes en milieu rural comme dans la commune de Miarinavaratra s'exposent à des problèmes provenant des influences de la tradition qui limitent leur contribution au développement de la localité.

Jusqu'à aujourd'hui, dans presque toutes les sociétés malagasy, et surtout en milieu rural, l'inégalité entre l'homme et la femme se fait toujours sentir même si le degré n'est plus flagrant. Des obligations pèsent toujours sur la femme dans son quotidien. Depuis la naissance, un garçon est accueilli avec plus d'enthousiasme qu'une fille. De même, les appellations attribuées à ces nouveaux nés déterminent leur avenir et leur destin : « *Dimby et Fara* ». Le garçon est appelé *Dimby*, c'est-à-dire celui qui remplacera. Il va perpétuer les traditions familiales et dirigera la famille à la mort des parents. Quant à la fille, elle est nommée « *Fara* », celle qui est en arrière ou derrière. La fille ne fait pas partie intégralement de la famille, elle n'y fait que s'initier et atteignant un certain âge, elle va se marier et appartenir à une autre famille. Et dans sa belle famille, elle est toujours considérée comme une étrangère. De ce fait, les priviléges sont en faveur du garçon, en l'occurrence quand il faut choisir de retirer un enfant de l'école pour des raisons financières ; les parents retirent plutôt la fille que le garçon. Comme il doit hériter de tout le patrimoine, il vaut

---

<sup>30</sup> ANDRIAMANJATO Rahantavololona Razafindrakotohasina « Femme et société » Paris, 1975

mieux qu'il soit plus intelligent. D'où le faible niveau d'instruction des filles et des femmes en milieu rural.

Même si la jeune fille va à l'école, son éducation à la maison est basée sur l'image de la femme. Le statut et le rôle de la mère ou de la femme lui sont imposés dès son plus jeune âge pour qu'elle se soumette à l'image que cette société s'est forgée à l'égard des femmes. En effet, la fille comme le garçon, sont associés progressivement aux travaux des adultes selon son sexe. Il ou elle apprend à les accomplir. Mêlés aux activités de la vie quotidienne les enfants apprennent à se conduire les uns et les autres en fonction de leur statut. La petite fille ou le petit garçon, acquiert ainsi de par son éducation qui se fait par assimilation des acquis, un savoir faire qui l'intègre petit à petit et progressivement dans les rôles que la société lui assigne. Il acquiert aussi des rapports perceptifs et/ou actifs avec les objet ou les êtres proches de lui : des formes d'intégration progressive dans les coutumes et les interdits des manières d'être.

Enfin, malgré toutes les lois en vigueur à Madagascar, la femme en milieu rural n'a pas accès aux biens (terre, héritage,...), elle se réfère toujours aux lois coutumières. Comme toute la société, la femme pense qu'il est légitime que l'homme acquière tous les biens dans la communauté ou dans le ménage.

En retraçant l'histoire de la femme depuis les temps anciens à nos jours, il émerge souvent des sentiments que toute évolution des conditions et du statut de la femme est dépendante de l'image que l'homme a de son homologue féminin. Certes en fonction des civilisations, des religions ou des contextes culturels qu'apparaissent des manières d'imposer à la femme des devoirs mais globalement il s'agit bien des contraintes imposées par l'homme

## **Chapitre IV: SITUATION SANITAIRE DE LA FEMME A MIARINAVARATRA**

Les occupations des femmes en milieu rural influent beaucoup sur leur santé. Vu l'importance des obligations domestiques, la santé devient le moindre de leur soucis. Elles ne peuvent arrêter leurs activités pour des petits malaises tels les maux de tête, les maux de dos ou les petits accidents ; elles ne consultent les médecins qu'en cas de maladies graves ou pour les consultations prénatales. Quand elles se sentent mal, elles consultent le tradipraticien du village pour ne pas perdre de temps en trajet et en attente au dispensaire.

### **Section1 : SANTE EN GENERAL**

L'environnement et les traditions ont une grande répercussion sur la santé de la femme d'abord et sur la population toute entière. La santé qui est sensée être le bien le plus précieux, la première de toutes les richesses, est aussi une arme, la plus importante pour combattre la pauvreté et conduire à un développement durable.

Aujourd'hui, la population de la commune commence à reconnaître les bienfaits de la médecine moderne, mais elle ne délaisse pas pour autant la médecine traditionnelle qui les a soigné depuis des générations.

**Tableau n°5 : Taux de fréquentation des services de base**

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux de fréquentation	42 %	45 %	46 %	50 %	64 %	64 %	68 %	70 %	80 %	84 %

<sup>o</sup>Source : rapports mensuels des activités : CSB 2 Miarinavaratra (année2007)

Le taux de fréquentation des services de base a doublé depuis 10 ans, cela grâce aux infrastructures nouvellement construites et à l'amélioration des services dans ces centres (accroissement des personnels, des médicaments et des matériels...)

Les principales maladies qui sévissent sur les femmes dans la commune sont les

suivantes :

- Paludisme
- Maladies diarrhéiques
- Maladies des voies respiratoires
- Carie dentaire
- Les maux de dos
- La cécité pour les sujets âgés

En général, les femmes ne consultent pas les médecins, elles préfèrent boire les tisanes conseillées par le guérisseur local.

#### **IV-1-1- Les causes de morbidité dans la commune**

##### **a)- Les avis des femmes :**

Selon les femmes, la principale cause de ces maladies est la fatigue. Elles travaillent en général, environs 10 heures la journée. Pendant les saisons des récoltes ou des semences, elles travaillent plus de 11heures dans la journée. Le matin avant de partir aux champs, elles ne prennent que des tubercules (manioc, patates douces) suivies d'une tasse de café en guise de petit déjeuner. A midi, elles ne s'arrêtent qu'une demi heure pour prendre le repas et poursuivent aussitôt leurs tâches. Le soir, une fois à la maison, elles doivent s'occuper des bêtes et du repas du soir ainsi que des enfants.

##### **b)- Les avis des personnels soignants :**

Selon les médecins, les causes de morbidité féminine ne proviennent pas seulement de leur fatigue mais aussi et surtout de l'environnement et de la culture de la population.

Tout d'abord, par tradition ou pour des raisons de sécurité, les paysans cohabitent avec les animaux domestiques : bétail, volailles, lapins... Si la maison est à étage, le rez des chaussées est occupé par les animaux domestiques et les matériels. Les excréments des animaux et les ordures sont décomposés pour fournir de fumier qui attire les myriades de parasites vecteurs de maladies.

Ensuite la période de soudure annuelle explique une sous alimentation qui sévit sur la majorité de la population. Même après la période de la moisson, la population souffre de malnutrition à son insu. Si l'alimentation est quantitativement suffisante, sa qualité nutritive laisse à désirer. La consommation de viande n'est qu'occasionnelle, à lors d'un *lanonana* ou autres évènements qui sont l'occasion de l'abattage d'un bœuf. Malnutrition et sous alimentation sont source de maladie gastro-entérites.

Une des causes principales de la morbidité de la population locale est l'éthylosme qui est devenu un fléau social. L'*ambodivoara*, l'alcool local est omniprésent dans la vie des paysans, il conditionne tout évènement. Il est roi le jour du marché et par tradition tout le monde doit en goûter : jeunes, femmes, hommes.

L'adduction d'eau potable n'existe pas dans la commune. Chaque famille s'approvisionne en eau à la fontaine. Seul le centre de santé de base niveau II de *Miarinavaratra* a l'eau de robinet qui vient directement de la source, et le traitement et le filtrage ne sont pas sûrs.

La majorité de la population a encore recours à la médecine traditionnelle ou à l'automédication. Les malades ne rejoignent les centres de santé que lorsque leur état est devenu critique.

## **Section2 : SANTE DE LA MERE**

Pour la population locale, avoir beaucoup d'enfants constitue encore une grande richesse puisque cela permet d'avoir plus de main d'œuvre et par suite plus de production. La femme doit donc procréer le plus d'enfants possible dans sa vie.

Aujourd'hui, dans la commune, une femme atteignant la ménopause a en moyenne 8 enfants. Une femme accouche de son premier enfant dès l'âge de 17 ans, jusqu'à sa ménopause elle accouchera donc tous les 1 ans et demi. Pour toutes ses grossesses 1/3

environnements arrivent à terme, les fausses couches surviennent souvent<sup>31</sup>. Le taux de mortalité infantile est encore très élevé dans la zone à cause des insuffisances des matériels médicaux ainsi que d'agents et de personnels soignants.

Pendant la grossesse, la femme continue ses occupations journalières mais elle ne s'occupe plus des corvées plus dures. Les 68% de femmes enceintes rejoignent les centres de santé de bases pour les consultations prénatales mais consultent aussi en même temps les guérisseurs. La proportion restante ne consulte que les guérisseurs à raison de l'éloignement des centres de santé mais surtout pour éviter les frais d'hospitalisation, le déplacement, le coût des médicaments,... le jour de l'accouchement.

La femme a droit à 1 mois de convalescence après son accouchement, elle doit rester au lit sans travaux de champs ni de tâches ménagères. Ce sont les femmes dans la famille proche qui s'occupent d'elle, notamment la mère, la sœur, la tante, la belle mère ou la belle soeur. Elle doit reprendre toutes ses forces pour pouvoir assumer tous ses devoirs au bout de ce délai. En plus des occupations qu'elle assurait avant son accouchement, elle doit s'occuper aussi de son nouveau né. Elle commence par des corvées faciles et au bout de deux semaines seulement, dès qu'elle se sent mieux elle reprend toutes ses tâches habituelles. De plus, elle doit porter son bébé sur le dos pour le ¾ de sa journée quand les aînées s'en vont à l'école. Cela nuit à sa santé puisqu'elle n'a pas été suivie par les sages-femmes. Deux mois après leur accouchement, elles sont encore fragiles.

**Tableau n°6 : Rapport des accouchements**

Age	Naissance à terme	Mort né	Mère décédée	Avortée	
17-25	28 %	2 %%	1 %	3 %	
26-35	33%	1 %	1	1 %	
36-45	12 %	1 %	1 %	2 %	
45 et plus	7 %	2 %	2 %	4 %	
<b>TOTAL</b>	<b>80 %</b>	<b>6 %</b>	<b>5 %</b>	<b>10 %</b>	<b>100 %</b>

Source : rapports mensuels des activités : CSB 2 Miarinavaratra(mars 2007°)

<sup>31</sup> Rapport mensuels des activités du CSB2 de Miarinavaratra mai 2007

Ce tableau montre un taux de natalité très élevé mais aussi un taux de mortalité infantile élevé par rapport aux milieux urbains. La morbidité de la mère est due aux insuffisances des matériels médicaux et l'absence des infrastructures et logistique pour l'évacuation des malades (ambulance, route en mauvais état...) vers le chef lieu du district, suite aux différentes complications des grossesses et accouchements. Ces situations sont souvent cause de fausses couches

Les cas d'avortement dans les centres de santé sont rares et sont les résultats d'avortements pratiqués clandestinement et qui finissent mal. Le milieu rural manque de personnel qualifié et n'a pas accès aux soins obstétricaux d'urgence

### ***Section3: PLANNING FAMILIAL***

Le planning familial est étroitement lié à la protection de la santé maternelle et infantile. Il est largement reconnu comme un droit fondamental. Néanmoins, au niveau de chaque région et zone, les opinions divergent selon les diverses cultures, selon le niveau de vie et le degré d'instruction. On peut toutefois affirmer que l'accès à la limitation des naissances commence à prendre cours dans la commune rurale de Miarinavaratra.

Avant, les conditions de vie et de production exigeaient plus de bras, mais actuellement, cette poussée démographique se fait sentir. Il en résulte que l'espace cultivable qui revient à chaque individu devient de plus en plus exiguë. Les mentalités ancrées dans le respect des valeurs traditionnelles sont en train d'évoluer vis-à-vis du nombre des enfants. Si jadis, le monde rural était hostile à de telles pratiques, aujourd'hui la limitation des naissances n'est plus un sujet tabou. Elle commence même à être envisagée par les ménages ou à être déjà pratiquée par certains. Une partie des ménages reste réticente vis-à-vis du planning familial, cette réticence est le résultat de la peur du blâme des ancêtres et de la peur des effets secondaires accentuée, déformés et amplifiés par les rumeurs

Ce changement important de la mentalité est le résultat conjugué des efforts respectifs du ministère de la santé et du planning familial, du ministère de la population et

celui de l'éducation nationale et des recherches scientifiques pour relever les conditions de la femme. Le service de santé a œuvré pour améliorer la santé de la mère et de l'enfant. L'éducation nationale a relevé le niveau scolaire en milieu rural en général et celui de la femme en particulier.

Face à une forte tradition séculaire, hostile à tout changement brusque, les résultats sont, certes, encore timides mais encourageants.

Les résultats des études et enquêtes que nous avons réalisées sont donnés à titre indicatif. Les données statistiques obtenues ne sont pas rigoureuses. Nous avons constaté que les villageoises manifestent beaucoup de discrétion et une certaine réticence à rendre publique leur démarche. Certaines femmes rejoignent même un centre de santé de base autre que celui de leur localité d'origine pour plus de discrétion.

Dans les zones rurales les méthodes de contraception les plus utilisées sont l'injection et les pilules. Les autres méthodes ne sont pas accessibles puisqu'elles requièrent des opérations ou des connaissances spécialisées comme les norplans ou les ligatures. Les centres de santé de base n'ont pas les moyens de ces autres méthodes, il faut rejoindre les grands hôpitaux pour se les procurer : le CHD d'Ambositra est le plus proche. Mais même si le traitement est gratuit, le déplacement et les frais de séjour occasionnés sont coûteux. Les femmes préfèrent s'en tenir aux injections et aux pilules.

*Tableau n°7 : Les méthodes utilisées par les enquêtées par tranche d'âge*

Fokotany	ANALAKELY				MIARINAVARATRA			
	Méthodes	injection	Pilules	autres	S'abstenir	injection	pilules	Autres
âge								
17-25	9%	13 %	0 %	2 %	10	16 %	0 %	2 %
26-35	23 %	4 %	1 %	3 %	23 %	6 %	1 %	2 %
36-45	20%	3 %	0 %	4 %	21 %	3 %	1 %	3 %
45 et plus	6%	0 %	0 %	12 %	7 %	0 %	0 %	6 %
TOTAL	58%	20	1	21	60	25	2	13

*Source : notre enquête personnelle (2007)*

Voici à titre d'illustration, l'expression de cette divergence concernant le planning familial. Dans un secteur du Fkt d'Analakely (situé à environ 10 km du chef lieu de la commune), (un Fkt est divisé en 2, 3 ou 4 secteurs), 12 sur 30 femmes mères de plus de 3 enfants adoptent le planning familial soit 40%. Tandis que dans un secteur du Fkt de Miarinavaratra, seules, 15 femmes sur 54 l'adoptent, soit 28%...

Cet exemple montre que l'adoption du planning familial dépend de plusieurs facteurs socio culturels

En ce qui concerne les méthodes utilisées, 70% des enquêtées choisissent l'injection ; 9% optent pour les pilules et les 20% restantes pratiquent l'abstinence. La première tranche d'âge c'est-à-dire de 17 à 25 ans a un pourcentage élevé d'utilisatrice de pilule. Alors que les plus âgées préfèrent l'injection pour éviter les gênes causées par la prise quotidienne et à heures fixe de ces pilules.<sup>32</sup>

Malgré les témoignages des femmes qui reconnaissent que le planning familial est un facteur de développement et d'émancipation, il subsiste encore des refus et des craintes renforcés par l'ignorance. Les effets secondaires sont déformés et amplifiés par les rumeurs

#### **Section4 : MEDECINE TRADITIONNELLE**

A Madagascar, même de nos jours, la médecine traditionnelle subsiste encore en milieu urbain et surtout en milieu rural. Les paysans sont encore respectueux des croyances ancestrales auxquelles ils conservent leur valeur sacrée. Ils leur gardent une place privilégiée dans leur vie sociale. Par rapport à la médecine moderne l'accès à la médecine traditionnelle est plus facile et moins onéreux. Même si la population locale reconnaît les qualités potentielles que peut apporter la médecine moderne, une majeure partie reste attachée à la médecine traditionnelle : avec 600Km<sup>2</sup> de superficie, la commune rurale de Miarinavaratra ne dispose que de cinq (5) centres de santé de base qui sont inégalement répartis dans les 41 quartiers de la commune. La population de certains quartiers doit parfois faire plus d'une demi journée de marche pour atteindre ces centres de santé ; les

---

<sup>32</sup> rapports mensuels des activités : CSB 2 Miarinavaratra mai 2007

malades s'épuisent en route, les femmes enceintes peuvent accoucher en chemin, par conséquent, les paysans préfèrent recourir aux guérisseurs locaux plutôt que de risquer leur vie en parcourant à pied cette longue distance.

Aujourd'hui, ces guérisseurs sont appelés des tradipraticiens, ils se subdivisent en deux catégories : il y a tout d'abord « les devin » ou tout simplement les « *mpimasy* » et ou les « *mpisikidy* ». Pour guérir, ces devins ont soit disant recours à la magie ou à des sortilèges. Ils sont très prisés par les paysans car ils les consultent toujours avant d'entreprendre les préparatifs d'un événement « *famadihana* », pour indiquer le jour favorable, ou avant de commencer une grande entreprise comme la construction d'un tombeau ou d'une maison... Ils les consultent pour différentes maladies. Ils viennent surtout pour celles qu'ils attribuent à des pratiques magiques ou à des actes de sorcellerie supposés être hors de portée de la médecine moderne. La confiance de la population en ces guérisseurs persiste toujours même si elle a diminué après la venue du christianisme.

Ensuite, il y a les guérisseurs qui ont hérité leur savoir de leur descendant. Ceux-là se sont formés en s'exerçant. Ils n'ont nul besoin de recourir à des rites plus ou moins liés à la divination ou à la magie ou à la sorcellerie. Ils guérissent avec la conception ancestrale de la médication. Leur savoir se base sur l'accumulation des expériences professionnelles héritées des anciens. Souvent ils ont commencé à pratiquer dès leur plus jeune âge. Recourant à l'usage des plantes et /ou minéraux, ils en ont discerné les vertus médicinales et non des propriétés ésotériques. Ce sont les masseurs traditionnels, les phytothérapeutes traditionnels, les circonciseurs et les accoucheuses.

Les remèdes utilisés sont en général des plantes : les racines, les feuilles, les écorces, les fleurs employées en état ou séchées. Ces plantes sont servies comme tisane ou pansements ; en poudre ou en entier. Les guérisseurs utilisent également des produits d'origine animale dans leurs interventions : du lard, du miel,...

Pour les femmes, les tradipraticiens les plus consultés sont les accoucheuses ou

« *renin-jaza* »<sup>33</sup>. Cette catégorie a existé depuis toujours étant donné que les anciens vrais guérisseurs étaient des prêtres et presque toujours de sexe masculin. Or, l'accouchement est un évènement qui intéresse en premier lieu la féminité. La pudeur excessive des malgaches pour tout ce qui environne le sexe et la féminité conduit à confier le rôle d'accoucheur exclusivement aux femmes. Ce sont donc les *renin-jaza* qui s'occupent de la mère et du nouveau né. Elles interviennent aussi au cours de la grossesse : elles font les visites prénatales, elles massent les femmes enceintes. Les *renin-jaza* se vantent aussi de pouvoir intervenir sur les cas de stérilité. Un autre cas où les *renin-jaza* sont très utiles est l'avortement. En l'occurrence, les tradipraticiennes conseillent des tisanes et le problème est résolu.

**Tableau n°8 : Tableau comparatif des fréquentations des différents praticiens**

maladies praticiens	accouchements	Maladies infantiles	Maladies générales
sage femme	20 %	38 %	24 %
médecins	10 %	25 %	32 %
Tradipraticiens	63 %	20 %	18 %
Prêtres	7 %	17	26 %

Source : notre enquête personnelle (année 2007)

Pour les accouchements, les villageoises ont plus recours aux *renin-jaza* faisant partie de la catégorie des tradipraticiens. Même si elles sont conscientes de la supériorité de la qualité des centres de santé de base, certaines n'ont pas le choix vu l'insuffisance des infrastructures sanitaires et le coût élevé des prestations.

Les maladies infantiles font l'objet d'une attention particulière pour la population. Où qu'ils se trouvent, ils accourent pour voir le médecin en personne, c'est-à-dire dans le chef lieu de la commune, ou encore, ils vont voir le sage femme. Pour les autres maladies, les paysans préfèrent consulter les tradipraticiens pour économiser le temps et l'argent. Certains recourent même à l'automédication par les plantes: les vertus de quelques plantes étant connus par tout le monde : le gingembre mélangé à du miel et à un peu d'alcool,

---

<sup>33</sup> *Renin-jaza* : accoucheuse traditionnelle

guérit la grippe, les pervenches soulagent les gouttes. Les devins ne sont consultés qu'en cas de maladies graves ou inhabituelles que la population qualifie de mauvais sort jeté par autrui et sur lequel la médecine moderne est inopérante. Le médecin est surtout consulté par la population dans le chef lieu de la commune, dans le quartier de Miarinavaratra.

## **Chapitre V: CONTRIBUTION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT LOCAL**

En milieu rural en général, comme dans la commune rurale de Miarinavaratra, les femmes travaillent très dur pour pouvoir assurer les besoins et le bien-être de leur famille. Elles doivent pour cela, s'occuper de mille petits travaux : le jardin potager, les volailles, la porcherie, le tressage et en sus, la cuisine. Une partie des produits est vendue au marché, ce qui contribue aux échanges et au développement de la localité. Les grands travaux : labours des rizières et des champs de culture sont réservés aux hommes.

### ***Section1: ROLE DE LA FEMME***

La femme en tant que telle doit tenir différents rôles surtout quand elle est mère. Ces rôles lui permettent d'une manière ou d'une autre d'apporter sa contribution à sa communauté. Qu'elle travaille en dehors de la maison ou qu'elle reste au village, le jugement de la société est le même, concernant son foyer. L'état du mari et des enfants : (morale et physique) ainsi que de la maison dépend des femmes

Tout d'abord en tant qu'épouse, elle tient le rôle conjugal et domestique. Pour le rôle conjugal, elle est la compagne de l'homme, elle est donc l'associée de l'homme dans l'entretien de la maison et dans la recherche d'autres sources de revenu pour améliorer le niveau de vie de la famille. Elle est aussi la partenaire du mari dans les relations intimes. Elle soutient son mari dans les pires moments ; elle l'éduque en cas de défaut. C'est aussi le rôle et le devoir de l'épouse d'entretenir les relations avec la grande famille (belle-famille, famille élargie). Pour le rôle domestique, la femme est la maîtresse du foyer. C'est à elle que reviennent l'entretien du logement, la gestion du budget familial la préparation des repas,....

La femme tient aussi des rôles importants dans la famille élargie. Elle a des devoirs envers les proches parents ; selon son âge et son rang dans la famille. Les devoirs sont attribués d'avance : la femme est d'abord une fille, c'est aussi une petite fille, une tante, une belle fille,...dans chacune de ces situation la femme doit reconnaître sa place et ses obligations.

Ensuite, dans le rôle parental, c'est la mère qui joue le rôle le plus important par rapport au père puisqu'elle reste plus longtemps que le père auprès des enfants. Dès le plus jeune âge de l'enfant, c'est sa mère qui le berce, le porte sur le dos, l'emmène avec elle et l'intègre dans la société. La mère joue ici le rôle de transmetteur des valeurs sociales aux enfants. Elle leur raconte les contes ou les histoires de la localité ou de la famille ou tout simplement elle leur enseigne ce qui est bien ou ce qui est mal, ce qui se fait, ce qui ne se fait pas. C'est la mère qui surveille de près les enfants : leur scolarisation, leur habillement, leur santé, leur émotions,...Ce qui est surprenant, c'est que le mérite revient au père quand l'enfant a réalisé un prodige et dans le cas contraire, le mépris est jeté sur la mère. D'autant plus que le père sanctionne les enfants quand ils commettent .des fautes.

Et enfin dans la communauté, les femmes jouent des rôles plus ou moins importants dans le quotidien et pendant les rites cérémoniels. La femme doit servir de modèle pour sa communauté, pour sa famille et surtout pour ses enfants. Mais pour être un modèle, elle doit être cultivée et avoir acquis une certaine éducation. Vu le niveau d'instruction des femmes dans la commune, tous les degrés de responsabilité ne sont pas remplis. La tradition veut que les femmes soient moins intelligentes que les hommes sinon elles les dépasseraient et cela risquerait de provoquer une crise sociale.

## **Section2 : NIVEAU D'INSTRUCTION DES FEMMES DANS LA COMMUNE**

Côté instruction, les femmes de la commune rurale de Miarinavaratra subissent certaines discriminations par rapport aux hommes. L'instruction de la fille est quelque peu négligée par rapport à celle du garçon. De plus, quelques éléments entrent en jeu pour expliquer ce bas niveau d'instruction des femmes dans la commune : grossesse, mariage, condition de vie difficile, ...

**Tableau n°9 : Niveau d'instruction des femmes par âge et par quartier**

niveau âge	ANALAKELY				MIARINAVARATRA			
	illettrée	CEPE	BEPC	Lycée	illettrée	CEPE	BEPC	Lycée
15-25	5	7	4	2	3	3	3	2
25-35	49	3	3	1	2	3	4	1
35-45	5	3	1	1	3	3	2	0
45-55	3	3	2	0	2	3	2	1
55 et plus	2	3	2	0	3	2	2	0

Source : notre enquête personnelle (année 2007)

Les femmes illettrées sont les femmes qui n'ont effectué que 3 ans d'école au maximum. Pour la deuxième catégorie, ce sont celles qui ont eu le CEPE mais n'ont pas atteint le BEPC. Ensuite, la troisième catégorie comprend les femmes qui ont le BEPC mais n'ont pas continué jusqu'au lycée. Enfin, la dernière colonne est réservées à celles qui ont pu rejoindre le lycée et même au-delà.

Parmi les 94 femmes enquêtées et selon notre tableau, le quartier d'Analakely a un taux élevé de femmes des deux premières catégories, c'est-à-dire de femmes illettrées et qui ont eu seulement le CEPE même si le quartier dispose de trois écoles primaires à son actif et une école secondaire privée payante. Quant au quartier de Miarinavaratra, le plus grand effectif s'est arrêté au BEPC, le CEG de la commune est sis dans ce quartier. Néanmoins, l'effectif des femmes qui ont pu aller jusqu'au lycée tient le record dans la commune puisque l'accès à la commune rurale de Fandriana est facilité par la présence du stationnement des taxis brousses dans le quartier. Comme partout dans la commune de Miarinavaratra, les quartiers et les hameaux les plus proches du centre administratif ont plus de priviléges que les autres

Dans toutes les circonstances, la femme tient toujours des rôles importants mais

jugés secondaires par la société. Elle est classée au deuxième rang par rapport à son mari mais d'après cette même société, elle reflète le quotidien de tous les ménages.

### ***Section3 : PRODUCTION AGRICOLE, ELEVAGE ET ARTISANALE***

#### **V-3-1- Agriculture**

Comme tant d'autres, la commune rurale de Miarinavaratra vit dans une économie de subsistance. Pour parvenir à une économie de marché, des efforts considérables sont nécessaires de la part de toute la population de la commune. Les terrains à cultiver sont devenus exigus, le sol s'appauvrit et devient stérile. Elle nécessite beaucoup d'enfumage. Car la terre constitue le facteur de développement primordial dans le domaine de l'agriculture. La production diminue d'année en année. La durée de la période de soudure s'allonge. Celle-ci est ressentie de plus en plus durement.

Les femmes participent activement aux activités agricoles. La principale activité est la culture rizicole où la division des travaux a été fixée depuis toujours par les ancêtres : les hommes labourent et les femmes préparent les semis et repiquent. Les femmes s'occupent aussi des cultures pluviales et des jardins potagers. (Légumes, brèdes, tubercules,...) Ces paysannes travaillent dur pour obtenir une maigre production. Elles travaillent aux champs jusqu'à 12 heures de temps la journée, et cela, six jours sur sept. Le dimanche, les différents travaux habituels sont seulement remplacés par d'autres activités mais elles ne prennent pas de repos. C'est avec le produit de ce dur labeur qu'elle nourrira les siens. Ici, les produits sont en général destinés à la consommation. Seule une petite partie est vendue au marché pour pouvoir s'approvisionner en produits de première nécessité, acheter un peu d'engrais chimique ou de médicament pour l'élevage.

Le volume de la production ne varie pas puisque l'agriculture reste toujours au stade traditionnel. Les matériels utilisés ne connaissent pas d'amélioration ni d'innovation. On se sert toujours de ses propres forces avec l'aide des animaux domestiques pour préparer les rizières et les champs. Il est à noter que l'utilisation des bêtes de somme représente une

démonstration de fortune. Néanmoins, les hommes utilisent les herses et les charrues dans leur dur labeur. Quant aux femmes, aucun matériel ou instrument n'est utilisé pour atténuer leurs tâches qui sont très fatigantes

Le rendement baisse d'année en année à cause de la destruction du sol ainsi que le passage de catastrophes naturelles : la sécheresse et au moins deux cyclones par an.

### **V-3-2- Elevage**

L'élevage comme l'agriculture, relève de la tradition. Les paysans sont très attachés à leurs terres et s'occupent de leur bétail comme ils s'occupent de leurs propres enfants. En général, ils élèvent du bétail et des volailles. Les poulaillers et les étables sont construits comme des dépendances de la maison. Le rôle de la femme dans l'élevage n'est pas défini comme dans l'agriculture. Elle s'occupe en général des volailles mais elle aide aussi à s'occuper du bétail. En allant aux champs, elle sort les volailles pour les amener dans les étangs ; le soir quand elle rentre apporte à manger à une partie du bétail qui ne sont pas sortis.

Mais l'élevage rencontre des difficultés pendant quelques mois chaque année puisqu'un fléau de maladies s'abat sur les animaux et par faute d'assistance vétérinaire, les paysans doivent laisser leurs animaux mourir

Les femmes participent donc activement à l'agriculture et à l'élevage dans la commune. Cela leur permet de se justifier dans leur rôle et dans leur responsabilité.

### **V-3-3- Artisanat**

Les femmes de la commune rurale de Miarinavaratra effectuent beaucoup de travaux artisanaux. Les filières porteuses et les plus pratiquées sont le tressage et le tissage. Certaines en font des activités complémentaires et d'autres les pratiquent comme source de revenu. Ces deux filières peuvent constituer un potentiel économique pour la commune, en plus de l'agriculture et l'élevage. Le tressage l'est surtout puisqu'en général toutes les femmes savent tresser. Son apprentissage s'acquierte dans l'éducation de la fille au même titre que la cuisine, le repiquage,...

La nature offre beaucoup de sources de matières premières pour le tressage et si toutes ces femmes se mettent à l'oeuvre, les productions seraient abondantes. Les problèmes qui pèsent sur la production artisanale sont multiples. Tout d'abord, ces produits manquent de qualité et de technicité. Les artisanes connaissent déjà l'art de tresser mais la technique a besoin d'être améliorée. Un autre cas limitant les produits artisanaux est le mauvais état de la route reliant la commune avec la commune de Fandriana qui est la voie d'accès aux débouchés pour tous les produits de la commune rurale de Miarinavaratra. Il y a aussi la dégradation de l'environnement qui détruit progressivement les matières premières.

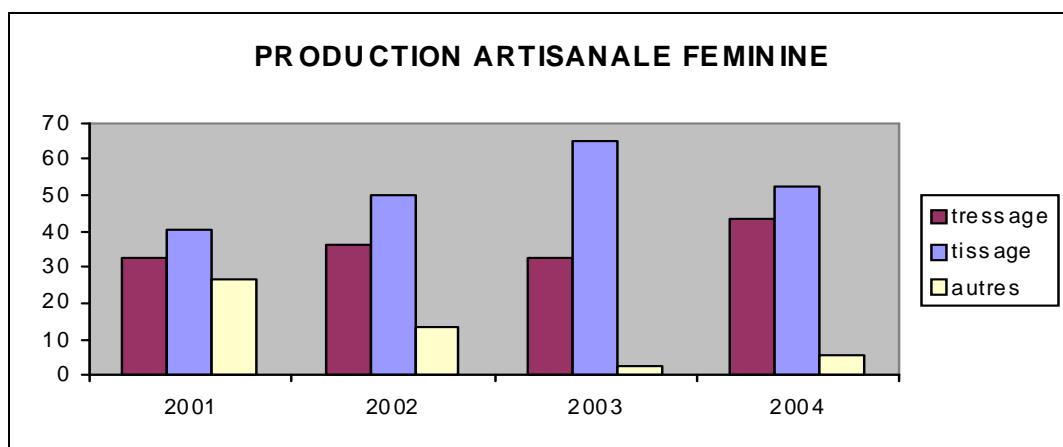
Pour le tissage, la filière rencontre aussi les mêmes problèmes que le tressage, sauf que les artisanes sont moins nombreuses. Il nécessite un matériel spécifique, le métier à tisser. Les matières premières ne se trouvent pas facilement dans la nature mais s'achètent au marché. Ces matières proviennent des autres régions de Madagascar notamment de Mahajanga. Le métier de tisserand requiert des matériaux particuliers et des savoirs spécifiques. Dans la commune, ces matériaux relèvent des techniques traditionnelles, très différentes des matériaux modernes. Ces matériaux anciens justifient la basse qualité des produits de tissage de la commune par rapport aux exploitations récentes.

Les autres filières artisanales telles que la couture, la broderie ou la poterie sont présentes dans la commune mais elles ne sont très exploitées comme les deux premiers. De plus, ces filières ne présentent pas de potentiels pour l'économie de la commune.

Les produits de ces deux filières sont vendus au marché pour les besoins des villageois, mais des ONG prennent aussi ces produits pour les exporter. Certaines artisanes s'associent avec les ONG pour faciliter l'écoulement de leurs produits. ADRA est l'un de ces ONG et aussi l'un de plus présent dans la commune. Il œuvre dans l'agriculture et l'élevage ainsi que dans l'artisanat pour toutes les activités économiques. Les ONG aident les artisanes dans l'approvisionnement en matières premières et les partenaires font une entente quant à l'écoulement des produits.

Les paysannes préfèrent de loin travailler avec ces ONG plutôt que travailler seules puisque le revenu obtenu plus stable même si le bénéfice n'est pas à la hauteur de leur attente. Quand elles travaillent seules, le marché local n'est pas prometteur et ne peut leur assurer de revenu stable et suffisant. La figure suivante permet d'éclairer les points de vue sur les productions artisanales féminines pour les quatre dernières années.

*Figure n°2 :*



*Source : notre enquête personnelle (2007)*

Les produits de tressages sont les plus abondants dans la commune mais les débouchés sont plus difficiles que pour le tissage. Les concurrents sont nombreux puisque le tressage est une filière connue de toute la population des environs voire de tout le Betsileo. Sur le marché local, les produits de tressage ne connaissent de succès que pendant les périodes fastes : les mois de juin et juillet en période « *lanonana* » et les mois d'Avril ou mai lors des récoltes de riz. Quant à l'exportation des produits, les ONG choisissent les meilleurs puisqu'à leur tour elles vont revendre ces produits.

Les produits de tissage connaissent plus de succès puisque la concurrence n'est pas dure comme dans le tressage. Même au marché local la vente de ces produits est abordable pour les producteurs mais la plupart des artisans s'associent avec les ONG pour assurer la continuité de la production. Les femmes ne pratiquent plus les autres filières comme la couture ou la broderie, sous prétexte que celles-ci demandent plus de capitaux, beaucoup de temps, alors que les débouchés sont minimes ou inexistantes.

Pour les débouchés des produits artisanaux de la commune, la difficulté réside aussi dans l'emplacement de la commune. La commune rurale de Miarinavaratra est située à 70 Km de la commune urbaine d'Ambositra surnommée la capitale de l'artisanat. Celle-ci se trouve sur la nationale 7, elle est facile à l'accès. Les touristes surtout y font surtout leurs achats. Les produits présentés au public y sont plus médiatisés et ont plus de qualité. Avec un accès assez difficile et un emplacement assez isolé, l'artisanat de Miarinavaratra s'avère fragile.

#### ***Section 4 : ADMINISTRATION***

La quasi-totalité de la population de la commune rurale de Miarinavaratra est paysanne. Elle vit des produits de l'agriculture et de l'élevage que chacun tente d'améliorer à sa façon. Il y a quand même des ménages qui en plus des produits de la terre et de l'élevage perçoivent des revenus stables. Ce sont ceux qui travaillent dans les administrations de la commune ainsi que les institutions scolaires et sanitaires. Parmi ces personnes, des femmes ont beaucoup apporté à la commune : des enseignantes, des sages-femmes, des infirmières ainsi que des collaboratrice dans la mairie.

En 1999 une femme a été élue maire de la commune rurale de Miarinavaratra. Pendant son mandat, la commune a connu des évolutions tangibles auxquelles les villageois ne s'attendaient pas. Cette élection n'était pas envisageable il y a 30 ans dans cette commune. C'est depuis ce mandat que le statut des femmes dans la commune a changé. Les paysans sont désormais conscients que la place de la femme n'est pas seulement dans le foyer mais elles peuvent aussi assumer d'importantes responsabilités dans leur communauté. Les femmes obtiennent plus de considération de la part des hommes. Elles commencent à prendre part à des activités dans les domaines jugés réservés aux hommes auparavant. Le maire dans le temps a priorisé un développement rapide et la promotion de la femme dans cette société. Pour cela elle a fondé une association de femmes dans le contexte de leur développement personnel. A la fin de son mandat, cette association a été dissoute faute de financement et de sensibilisation. Le maire a été élue députée de Fandriana où elle a beaucoup plus de responsabilité.

Quant aux institutions existantes dans la commune, les femmes qui y travaillent sont nombreuses et dépassent même le nombre des hommes dans quelques branches. Dans les bureaux administratifs comme la mairie, l'effectif des femmes est élevé. Il en est de même pour les femmes chefs quartiers : 6 quartiers sur 41 ont élus des femmes à leur direction. Ces quartiers évoluent en même temps et de la même manière que les autres dirigés par des hommes. Les 25% des conseillers municipaux sont des femmes<sup>34</sup>. Elles participent beaucoup à l'administration de la commune.

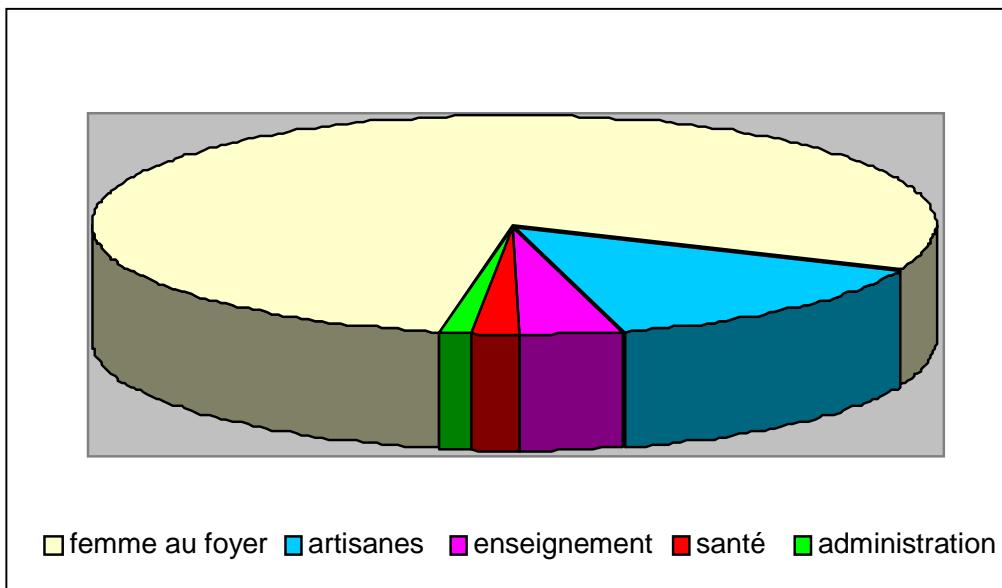
Pour le domaine de la santé, la plupart des personnels sont des femmes. Trois CSB 1 sur les quatre dont dispose la commune sont administrés par des femmes. Les aides sanitaires dans ces quatre centres sont en totalité des femmes et dans le CSB2 de la commune, seul le médecin chef est un homme, les infirmières et les aides sanitaires étant des femmes.

Dans les institutions scolaires, les femmes sont plus nombreuses actuellement. Dans les écoles primaires, l'effectif des institutrices est plus élevé. Quant à l'enseignement secondaire, cet effectif se voit réduit de moitié. Ces quelques exemples renforcent l'entrée des femmes dans des activités professionnelles : à l'école primaire publique de Miarinavaratra, 65 % des enseignants sont de sexe féminin, quant au collège d'enseignement général, les 31 % des enseignants seulement sont des femmes. Dans une école privée d'Analakely, les 80 % des enseignants du primaire sont tous des femmes et seul 28 % des enseignants du secondaires. En tout, dans la commune, dans les écoles primaire et secondaires réunies : 70% des effectifs environ sont des femmes

---

<sup>34</sup> Monographie de la commune rurale de Miarinavaratra année 2000

Figure n°3 : pourcentage des femmes par branche d'activités



Source : notre enquête personnelle

Les femmes au foyer sont les plus nombreuses. Elles s'occupent de leur culture et de la petite ferme familiale ainsi que leur famille. La plupart de ces femmes au foyer sont celles qui n'ont pas pu continuer leurs études et par conséquent n'ont pas de diplômes, il y aussi des vieilles femmes. Ensuite, l'effectif des femmes qui pratiquent l'artisanat occupe la seconde place au point de vue importance. Ces femmes viennent d'une lignée d'artisans, quelques unes d'entre elles ont des diplômes et d'autres, non. L'artisanat dont on parle ici, ne requiert aucun diplôme. À toutes les rôles et tâches de la femme au foyer, cette deuxième catégorie ajoute l'artisanat familial. Viennent ensuite les personnels de santé : les sages femmes ont leur diplômes et ne viennent pas de la commune, mais les aides sanitaires sont des personnes recrutées parmi la population à un niveau scolaire situé entre la 7<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup>. Ils apprennent leur métier en s'exerçant. Les enseignantes en général, d'âge moyen sont des femmes qui sont forcément qualifiées pour ce travail. Enfin dans l'administration, les femmes qui travaillent sont en général d'âge mûr. Elles y travaillent depuis un certain temps et elles ont acquis des connaissances et des diplômes

## **CONCLUSION PARTIELLE**

La femme en milieu rural est encore soumise à des jugements primaires malgré les changements apportés par le troisième millénaires. En effet, le statut et les conditions de la femme en milieu rural évolue à petit pas : la communauté ne lui attribue pas les mérites qui lui reviennent malgré les efforts qu'elle fournit pour améliorer les conditions de vie de sa famille et partant, celle de la commune.

La femme travaille dur sans se plaindre ni se soucier de sa santé. Elle se montre toujours en bonne santé même si sa santé est détériorée par les accouchements répétitifs et les tâches quotidiennes

C'est la femme qui assure la majeure partie des travaux des champs ; les hommes ne fournissent que les durs travaux comme le labour, la recherche du bois de chauffe, la moisson, les travaux de construction. Il revient à la femme de s'occuper du reste : plantation, repiquage, sarclage, enfumage, jardinage, cuisson. Pour l'élevage, le mari ou l'homme est seulement le maître des décisions pour l'acquisition ou la vente. La femme exécute les ordres et s'occupe de l'entretien. Quant à l'artisanat, une autre source de revenu pour la famille (tressage et tissage); les femmes en sont les principales instigatrices et enfin la vente des produits au marché, est encore une responsabilité attribuée à la femme.

Dans la réalité, la femme est aussi un acteur important de production. Elle est un élément incontournable dans le développement social et économique dans la commune. Elle mérite incontestablement une meilleure considération et un meilleur traitement. Pour ce faire, on devra bousculer certaines habitudes traditionnelles.

Partie III : **SOLUTIONS, SUGGESTIONS ET  
REFLEXIONS**

## **SOLUTIONS, SUGGESTIONS ET REFLEXIONS**

Face aux difficultés que les femmes devront gérer dans leur quotidien, des solutions et des suggestions ont déjà été avancées par toutes les unités concernées. Il y a d'abord les personnes directement concernées, c'est-à-dire tous ceux qui sont en contact direct avec les femmes de la commune rurale de Miarinavaratra : les femmes elles mêmes, les dirigeants locaux, les médecins et les personnels de la santé, ainsi que les associations oeuvrant dans la commune. Ces femmes sont les mieux placées pour faire part de leurs attentes concernant leurs conditions. Ensuite, les dirigeants locaux qui ont aussi leur mot à dire concernant la situation des femmes dans leur localité. Les médecins ont été consultés et ont des avis importants concernant ces femmes vivant en milieu rural.

Les entités qui sont indirectement touchées par les conditions des femmes de cette commune sont le gouvernement et les associations d'envergures nationale et internationales. C'est le gouvernement qui élabore les politiques de la promotion de la femme avec les différentes stratégies. Les associations fournissent des aides matérielles ou morales à toutes les femmes de la nation. Les aides financières importantes pour la promotion de la femme viennent aussi par l'intermédiaire du gouvernement

## Chapitre VI : **LES PERSONNES CONCERNÉES DANS LA COMMUNE**

### ***Section 1 : LES FEMMES***

Les femmes de la commune rurale de Miarinavaratra, aspirent toutes au développement auquel chacune attribue sa propre définition. Pour certaines, le développement signifie développement économique. Pour les unes, il signifie l'épanouissement de toute un chacun. Pour d'autres encore, c'est le changement des conditions de vie et l'arrivée des technologies des grandes villes dans les campagnes,.... Pour parvenir à ce que chacune entend par développement, les moyens requis sont les mêmes, soit généralement, l'apport de capitaux matériels, financiers et techniques.

#### **VI-1-1 Travaux des champs et élevage**

Tout d'abord, la journée des paysannes est passée aux champs. Elles y assurent la majeure partie des travaux. Ces heures passées dans les champs servent à atténuer la dure période de soudure qui frappe les ménages chaque année. Malgré leur acharnement, le rendement suffit à peine à couvrir l'auto-consommation familiale. Pour compenser la pauvreté du sol, elles fabriquent elles-mêmes leur compost à partir de la petite ferme car les produits chimiques sont onéreux. S'occuper des animaux domestiques fait aussi partie des tâches journalières des femmes. Mais l'élevage dans cette zone rencontre des problèmes déjà cités antérieurement : l'absence d'assistance vétérinaire. Les animaux sont régulièrement emportés par des épidémies. Face à ces problèmes les femmes comme les hommes aimeraient voir leur production s'améliorer.

Selon les paysannes, les moyens requis pour rentabiliser leurs efforts dans les durs travaux des champs et d'améliorer leurs rendements seraient la possibilité d'accéder à des produits chimiques (engrais, antiparasite,...) et à l'acquisition de petits matériels agricoles pour améliorer leur travail : sarcleur, pulvérisateurs,.... Si la superficie de la commune est vaste, les surfaces cultivables sont exiguës à cause de la concentration de la population dans les zones de culture. La faible capacité des outils ainsi que des moyens de production ne

leur permet pas de défricher d'autres surfaces encore cultivables. Quand les besoins alimentaires des paysans sont satisfaits et assurés tout au long de l'année, la mise en vente du surplus pourrait améliorer le quotidien des villageois et par la même occasion, augmenter le revenu de la commune, et en même temps éliminer, les périodes de soudure

Pour l'élevage, les femmes souhaitent aussi pouvoir accéder à des produits vétérinaires pour soigner et protéger les animaux des épidémies sévissant sur tous les animaux domestiques. Ces produits sont si coûteux que chaque ménage ne peut s'en procurer. Les animaux domestiques aident les villageois dans leur quotidien et surtout dans l'agriculture.

Les paysannes avancent aussi que s'il y avait des vétérinaires permanents et disponibles dans la commune, les bêtes seront soignées à temps en cas de maladie.

### **VI-1-2 L'artisanat**

L'artisanat intéresse des femmes dans la commune, mais il demande beaucoup de temps. Les artisanes se consacrent à leur travail et elles n'ont pas le temps de s'occuper de leur agriculture, c'est le mari ou les enfants qui s'en occupent. Cette occupation apportera un supplément au revenu procuré par les produits de l'agriculture et de l'élevage. En général, les artisanes s'associent avec des ONG comme ADRA pour faciliter leur travail. Ces ONG ne prennent que les produits de bonne qualité, tandis que ceux non acceptés sont destinés au marché local.

Selon les artisanes, les ONG qui s'associent avec elles ne devront pas se soucier seulement des matières premières mais aussi des matériels de tissage et surtout de la qualité des produits. Pour elles, elles ont déjà le savoir faire pour ces artisanats mais le caractère défectueux des matériels employés sont défectueux qui est à l'origine de la mauvaise qualité des produits.

Dans le même sens, une seule ONG ne suffit pas pour les aider dans leur production, les dirigeants devront faire appel à plusieurs associations et ONG pour travailler avec elles afin que tous les produits puissent faire concurrence avec les autres communes.

### **VI-1-3 Santé**

Pour les femmes de cette commune, il faut toujours être en bonne santé pour pouvoir assumer les tâches qui leur sont attribuées. Selon elles, les maladies qui les atteignent proviennent surtout et seulement de la fatigue : une bonne tasse de café avec un bon massage du tradipraticien leur ôte ces malaises. Elles retournent à leurs tâches habituelles le lendemain et sans repos. Elles n'ont pas le temps de rejoindre les centres de santé de base. D'abord, cela leur fera perdre leur précieux temps mais surtout elles feront de l'épargne car, même si les consultations sont gratuites, les médicaments sont coûteux. Les villageois craignent surtout que quelle que soit leur maladie, les médecins les évacuent vers d'autres centres jugés plus compétents et performants. Ce qui occasionnerait des frais élevés...

Pour leur santé, les femmes souhaitent plus d'infrastructures sanitaires et plus de personnels et ainsi les centres seront proches des quartiers de la commune et on ne gaspillerait son temps pour les joindre. De cette manière, les mères accoucheront toutes dans des centres de santé en toute sécurité et assistées par des personnels compétents. En plus pour écarter les malades des devins et des tradipraticiens, ces centres ne devront pas manquer de médicaments et de matériels sanitaires, ni envoyer les malades vers des hôpitaux plus équipés. C'est l'inexistence ou l'insuffisance de ces conditions qui poussent les paysans à recourir aux médecines traditionnelles.

### **VI-1-4 Condition de la femme**

La promotion de la femme dans la commune rurale de Miarinavaratra s'affiche peu à peu. Mais aujourd'hui, certaines coutumes et en particulier, le régime patriarcal de toujours reviennent à chaque fois remettre en cause cette émancipation de la femme. Les paysannes, par l'habitude de la tradition et par leur éducation, trouvent leur situation régulière, mais cela ne les empêche pas d'aspirer à une juste amélioration de leur condition actuelle :

- ✓ D'abord, le droit de s'exprimer librement en public sans se cacher derrière leur mari et sans être raillée à cause de leur féminité ou de leur situation

d' « étrangère » dans la collectivité. En tant que «mpiavy » (pièce rapportée), elle appartient à sa belle famille, mais pas vraiment à cette collectivité.

- ✓ Le libre accès aux différentes ressources : terre, héritage, moyens de production. ;
- ✓ Le droit de détermination sur leur propre personne (choix du mari, maîtrise de la fécondité,...)
- ✓ Le bénéfice de l'aide de leur mari dans l'éducation des enfants et dans les autres tâches quotidiennes
- ✓ Une répartition équitable des biens communs en cas de séparation des époux

## **Section2 : POINTS DE VUE DES PERSONNELS SOIGNANTS DE LA COMMUNE**

Pour une amélioration de la santé des villageois surtout des femmes vivant dans la commune, les personnels soignants nous ont fait part de leur suggestion,.ainsi que de leur avis. Selon eux la résolution de tous les problèmes sanitaires dans la commune revient à l'Etat, qui a la responsabilité d'assurer un droit égal devant les prestations sanitaires à tout citoyen vivant dans le territoire national.

Quant au commerce de « *toaka gasy* », qui fait la spécificité de la commune, puisque sa production ne cesse de s'intensifier malgré les répressions administratives, il est urgent que les responsables s'occupent plus sérieusement de la rationalisation de sa préparation afin de réduire le plus possible les méfaits d'une boisson qui n'obéit à aucune norme. Il en est de même pour les « *paraky* » ou tabacs que prend une grande partie de la population : hommes femmes, adolescents voire des enfants.

D'autres suggestions avancées par ces personnels soignants concernent les dirigeants locaux et la population entière puisqu'il s'agit de l'amélioration des voies de communication. Les infrastructures routières et leur entretien dépendent du gouvernement mais aussi et surtout de la population et des dirigeants locaux. La vie de certains malades en dépend lors des évacuations vers des hôpitaux plus performants mais aussi par l'arrivée des

médicaments. Cela réduira aussi le recours à la médecine traditionnelle.

Les médecins suggèrent aussi aux villageois d'améliorer leur habitat pour répondre aux conditions d'hygiène collective et individuelle. Les ruraux vivent tout près de leurs animaux domestiques ce qui entraîne une précarité de l'hygiène de l'habitat et menace la santé de la population. Les excréments d'animaux et les ordures se décomposent au sein même de l'habitat pour fournir des fumiers attirant les myriades de parasites, vecteurs de maladies. Cette habitude de vivre tout près des animaux provient de la tradition à laquelle s'ajoutent des raisons de sécurité. La population se doit donc de dépasser ces traditions ou de trouver d'autres dispositions pour loger les bêtes

Pour l'eau saine les personnels conseillent de ne pas utiliser l'eau de rivière comme eau potable mais seulement l'eau de source qui est plus sûre. Il faut protéger cette eau de source, de peur que les bêtes s'y abreuvent et que la saleté ne l'atteigne. Doter la commune de l'eau du JIRAMA est encore un projet de longue haleine.

En général, la population souffre d'une sous alimentation chronique, surtout pendant la période dite de « soudure ». Ainsi, cette carence réapparaît chaque année pour revêtir un aspect épidémiologique vraiment cyclique. Après la période de moisson, c'est la malnutrition qui prend la relève car l'alimentation est quantitativement suffisante mais déficiente qualitativement. La consommation de viande n'est qu'occasionnelle alors que l'alcool coule à flot. Or, la malnutrition a ses influences sur les maladies.

En ce qui concerne ces deux fléaux, la sous-alimentation et la malnutrition, les médecins sont incapables de les gérer puisque les solutions résident dans les faits de produire plus pour assurer une alimentation suffisante qui anéantira la pauvreté des ruraux.

Les mères ne doivent plus être réticentes face au planning familial. Les femmes s'épuisent vite par des accouchements multiples. Vu la pauvreté et la destruction du sol, l'accroissement de la production ne pourrait suivre l'accroissement de la population. À l'accouchement, il est préférable que ces femmes rejoignent tout de suite les centres pour des raisons de sécurité. Au fait, en général, les femmes vont chez les accoucheuses traditionnelles et ce n'est qu'en cas de complication qu'elles rejoignent les médecins et les centres de santé.

En effet, tout progrès dans le domaine de santé déclenche toute une série d'effets positifs indispensables au développement et réciproquement, le développement étant l'une des conditions nécessaire à la promotion de la santé.

### **Section 3 : POINTS DE VUE DES DIRIGEANTS LOCAUX**

Les dirigeants de la commune sont les premiers responsables dans cette communauté. Ils sont les plus proches des paysans et ils sont eux-mêmes des paysans. Ils sont donc les mieux placés pour avancer des solutions et des suggestions aux problèmes qui ralentissent le développement de la commune. Face à ces difficultés, ils ont avancé leurs propres solutions, qui ne doivent pas se détourner du cadre des objectifs du gouvernement central.

Dans le cadre de l'élaboration du PCD, Plan Communal de Développement, les différentes difficultés ralentissant le développement de la commune ont été inventoriées afin d'apporter des solutions adéquates. La question sur la promotion de la femme n'est pas encore une préoccupation prioritaire dans la commune. Pourtant, apparemment, la promotion de la femme y a connu une dimension expressive du fait que des femmes jouent déjà des rôles importants dans la vie politique, administrative et sociale de la commune. L'épanouissement de toutes les femmes et le développement de leur localité sont interdépendants, l'un ne peut se faire sans l'autre. Dans ce sens, certains problèmes concernant surtout l'artisanat et la santé maternelle doivent être résolus en priorité pour leur épanouissement.

Tout d'abord, les solutions de tous les problèmes reposent sur le financement. Ici, l'amélioration de tous les secteurs nécessite des apports financiers conséquents : agriculture, élevage, artisanat, santé, infrastructures. En premier lieu donc, les responsables comptent trouver des ONG en plus grand nombre pour travailler avec la commune. Au moment de nos enquêtes, ils s'apprêtent à jumeler la commune de Miarinavaratra avec une commune de Bruxelles... En outre, en dépit de leurs maigres ressources, les quelques

solutions suivantes ont été présentées par les dirigeants locaux :

- Recrutement de plus de femmes dans l'administration de la commune : employées, conseillers, chef quartiers
- Suppression des *fady* (interdits) ou de leur impact sur les femmes et sur les activités économiques.
- Pour la santé de la femme en général, les infrastructures sanitaires tel les CSB seront construites avec la participation des villageois au titre de travaux communautaires
- Pour l'agriculture, les dirigeants pensent agir pour diminuer les cultures sur brûlis et de varier les cultures. Les pratiques de *tavy* détruisent en effet le sol et diminuent le rendement.
- Promouvoir la production artisanale et améliorer la qualité de ces produits par le biais des ONG oeuvrant dans le secteur.
- Améliorer les états des pistes en utilisant ses propres moyens et par des travaux communautaires, et en se joignant avec les autres communes sur l'axe Miarinavaratra-Fandriana et l'axe Miarinavaratra-Marolambo : une meilleure infrastructure routière entraînerait l'ouverture de débouchés, l'évacuation des malades et surtout ouverture au progrès.
- Promotion des moyens de communication et d'informations de la commune avec les diverses régions du pays

## **Chapitre VII- LES SOLUTIONS EMANANT DU GOUVERNEMENT**

Au niveau national, des solutions et des suggestions ont été avancées pour améliorer la condition des femmes de toute la nation. Le gouvernement est le premier responsable du bien être de tout un chacun et surtout, il a le devoir d'appliquer les droits proclamés par l'ONU : droit de l'homme, droit de l'enfant, droit de la femme,....

Le gouvernement malagasy veut favoriser la promotion de la femme par le biais de différentes politiques et différents projets. Le gouvernement veut changer les conditions de la femme à Madagascar. Ceci concerne toutes les femmes qu'elle soit rurale ou urbaine. Mais dans un pays comme le nôtre, la promotion de la femme en milieu rural dépend toujours du développement de ce monde rural, ainsi que l'amélioration de l'état de la santé féminine.

Tout d'abord dans le MAP dans l'engagement 8 « solidarité nationale » défi 5 « promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes » le gouvernement reconnaît la femme en tant qu'entité potentielle dans le processus de développement et il veut la mettre en valeur au sein de la nation toute entière. Pour cela le PANAGED ; Plan d'Action Nationale Genre et Développement et le PNPF ; Politique Nationale pour la Promotion de la Femme ont été élaborés pour mettre en oeuvre cette politique de promotion de la femme.

Autrement, les ministères concernés ont mis en oeuvre des projets pour parvenir à cette fin, tels que :

- Créer au sein du gouvernement une institution chargée de promouvoir la participation, l'avancement et la protection des femmes, c'est à dire intégrer la dimension genre dans le développement
- Promouvoir la participation des femmes aux affaires sociales, économiques et civiques. Il faut favoriser leur accès aux opportunités économiques.
- Recruter massivement des femmes pour renforcer leur présence à tous les niveaux du secteur public en augmentant le nombre des femmes occupant des postes

- supérieurs au niveau de l'administration locale, régionale et nationale
- éradiquer les abus contre les femmes : physiquement: punir sévèrement les actes de violences physique et les viols sur les femmes. Moralement, augmenter les actions de sensibilisation sur l'égalité des genres.

Ensuite, avec le lancement du plan national d'Education Pour Tous (EPT) dans l'engagement 3 de MAP« Transformation de l'éducation » défi 2 « créer un système d'éducation primaire performant ». Chaque enfant, fille ou garçon peut désormais aller à l'école puisque ainsi les frais et les fournitures sont gratuits.

Du point de vue social et civique, l'éducation est un droit pour tout citoyen et un devoir pour l'Etat. Elle représente une étape nécessaire au développement de la société et à l'éradication de la pauvreté.

### ***Section1 : SANTE***

Pour la situation sanitaire, le gouvernement face à son engagement 5 du MAP, par le biais du ministère de la santé et du planning familial, promet une population en bonne santé et qui pourra contribuer au développement de la nation et mener de longues et fructueuses vies.

#### **VII-1-1 Lutte contre les maladies transmissibles et endémiques**

L'Etat, par le biais du ministère de la santé et du planning familial, investit beaucoup dans les luttes contre les maladies transmissibles et les maladies sexuellement transmissibles notamment :

##### **a)- Le paludisme :**

- Sensibiliser et informer la population des dangers du paludisme et les préventions et les luttes adéquates, avec la participation des agents sanitaires
- Procéder à des assainissements des habitations et des environs, et à des pulvérisations d'insecticides d'une façon régulière (2 fois par an) par le programme

CAID<sup>35</sup> avec la contribution des dirigeants locaux, des agents sanitaires, et de la population concernée.

- Distribuer les moustiquaires pour les personnes à risques (les femmes enceintes, les enfants de moins de 5 ans, ...)
- Prendre en charge les médicaments traitant le paludisme : ces médicaments sont gratuits dans les centres de santé publics : palustop,...

#### b)- Les MST

- Sensibiliser et éduquer la population à propos des MST par des séances publiques par différentes projections et publicités
- Distribution des préservatifs
- Les soins et les médicaments dans les centres de santé publics sont gratuits
- Avec la collaboration de TOP RESEAU, la santé des jeunes ainsi que leur problèmes est pris en charge par des médecins qui en plus des soins gratuits conseillent tous les jeunes atteint ou non de ces maladies.

#### VII-1-2 Assurer la fourniture de services de santé de qualité à tous :

C'est la solution proposée pour améliorer la santé de la population surtout celle de la femme, rendue délicate par les nombreux accouchements et les durs labeurs. Donc:

- Assurer que tous les centres de santé et les hôpitaux de première référence aient le personnel qualifié pour offrir le paquet de services de base.
- Assurer l'accès aux soins de santé de qualité en particulier en milieu rural.
- Attirer le personnel médical qualifié vers la périphérie en lui offrant des motivations appropriées
- Décentraliser la gestion et le financement du système de santé et la prise de décision au niveau des Régions et des Communes.
- Créer une synergie entre les pratiques de la médecine traditionnelles et la médecine moderne.

Contracter et redéployer les sages-femmes et infirmières pour tous les CSB (1 et 2) du pays.

---

<sup>35</sup> CAID : campagne d'aspersion intra-domiciliaire

### **VII-1-3 Planning familial**

Le gouvernement par le Ministère responsable du Planning Familial aborde aussi la mise en oeuvre d'une stratégie efficace de planning familial pour réduire la taille moyenne des familles Malagasy afin d'améliorer le bien-être de chaque membre, de chaque famille, de la communauté et de la nation toute entière.

- Accélérer la mise en œuvre d'un plan sectoriel en planning familial et mener une campagne nationale
- Renforcer la compétence des Agents de santé en Planning Familial (PF)
- Promouvoir les méthodes de longue durée en planning familial

### **VII-1-4 Réduire la mortalité maternelle et néonatale**

Réduire la mortalité maternelle et néonatale fait partie des défis relevés par le gouvernement pour améliorer l'état sanitaire des femmes. En moyenne, 8 femmes par jour meurent de complication en accouchement<sup>36</sup>.

- S'assurer que le milieu rural soit doté de services obstétricaux d'urgence adéquats et fiables et augmenter le nombre de sages-femmes notamment dans le milieu rural.
- Augmenter la demande en matière de soins prénataux et obstétricaux chez les femmes enceintes.
- Améliorer la prise en charge des grossesses à risque et des accouchements difficiles.
- Mener des programmes éducatifs à l'intention des mères sur les soins à domicile.

### **VII-1-5 Améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire actuelle**

Enfin, dans ce même cadre de l'amélioration de la santé, le gouvernement envisage d'améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire est un des problèmes majeurs des ménages Malagasy, surtout en milieu rural. Le Gouvernement Malagasy a mis en place l'Office National de Nutrition afin de répondre exclusivement aux besoins nutritionnels des groupes les plus vulnérables.

---

<sup>36</sup> MAP :engagement 5 :santé

- Assurer la sécurité alimentaire pour les groupes vulnérables tels que les populations les plus défavorisées et les victimes de catastrophes naturelles.
- Coordonner les structures de surveillance concernant la nutrition au niveau national, régional, et local.
- Diminuer les déficiences en micronutriments chez les femmes enceintes et les mères allaitantes pour réduire l'insuffisance pondérale des nouveaux nés.

## ***Section 2 : DÉVELOPPEMENT RURAL***

La promotion de la femme en milieu rural dépend beaucoup du développement de ce milieu et inversement. Ce développement rural dynamique et la réduction effective de la pauvreté sont à la base des efforts du gouvernement. Les régions rurales prospéreront à travers une révolution verte qui augmentera substantiellement la production agricole. Des centres d'agrobusiness seront institués pour assister dans les formations et la satisfaction des besoins tels que l'irrigation, les semences, les engrains et les installations de stockage.

Le Gouvernement se chargera de créer les conditions pour encourager les activités d'entreprenariat et de permettre aux initiatives du secteur privé de s'épanouir.

Pour promouvoir davantage le développement rural rapide, certaines mesures ont été prises :

### **VII-2-1 Amélioration de l'accès au financement rural**

En premier lieu, par la facilitation de l'accès au financement rural, le gouvernement espère parvenir à des modalités de financement en milieu rural à des taux accessibles. Ainsi, il favorisera le financement des investissements de développement, à moyen et long terme. Les ménages pauvres et à bas revenu auront l'opportunité d'accéder à des crédits à des conditions avantageuses leur permettant d'entreprendre des Activités Génératrices de Revenu (AGR). Pour y parvenir, les solutions proposées sont :

- Etendre les réseaux de micro-finances et bancaires.
- Assurer le refinancement des institutions de micro-finances
- Mettre en place un Fonds de Développement Agricole

### **VII-2-2 Révolution verte**

Face à la faiblesse de la productivité partout dans les milieux ruraux, lancer une révolution verte durable est la solution proposée par le gouvernement par le biais du ministère de l'agriculture. Pour cela, les stratégies proposées sont :

- Augmenter les surfaces cultivées et améliorer la productivité.
- Assurer la fourniture et l'assistance en semences et engrains améliorés, la fourniture d'équipements agricoles performants afin d'augmenter substantiellement la productivité afin de garantir l'autosuffisance alimentaire et des surplus commercialisables
- Intégrer les dimensions environnementales et stabiliser les Tavy (culture sur brûlis) dans les programmes de développement
- Encourager la rotation et la diversification des cultures

### **VII-2-3 Promotion des activités orientées vers le marché**

Les principaux facteurs entravant l'orientation vers le marché, des activités de production dans le monde rural, se situent dans l'insuffisance des infrastructures et des canaux de transmission des signaux de marché aux producteurs. Plusieurs initiatives sont prises tant par le secteur public que par le secteur privé, comme la construction de marchés et la mise en place de plateforme telle que l'Observatoire Riz. Mais, les activités relatives au secteur agricole ne répondent pas encore suffisamment aux besoins du marché en termes de quantité, de qualité, et de régularité. Voici les solutions proposées :

- Renforcer les échanges intra et inter régionaux.
- Renforcer la capacité des organisations paysannes
- Intensifier et optimiser les organisations et les participations à des salons et foires de rencontre entre producteurs et acheteurs
- Réhabiliter et construire des infrastructures d'exploitation : abattoirs, magasins de stockage, chaînes de froid, marchés
- Faciliter l'acquisition de machines et outils de conditionnement et de transformation de produits agricoles

#### **VII-2-4 Augmentation de la valeur ajoutée agricole et promotion de l'agrobusiness**

Le système de production se caractérise par la vente ou plus particulièrement par l'exportation de produits non transformés. Des intégrations verticales existent mais pour un nombre limité de produits, n'engendrant qu'une faible valeur ajoutée. Les systèmes d'approvisionnements des chaînes de valeur ne sont pas suffisamment développés et organisés. De larges potentialités peuvent encore être exploitées en prolongeant la chaîne de valeur dans diverses filières agricoles en vue d'augmenter substantiellement les valeur ajoutées du secteur agricole, élevage et pêche. Il faut :

- Développer et coordonner la chaîne de valeur agricole : de la production à la transformation.
- Mettre en place des centres d'agrobusiness pour former et appuyer les paysans dans la production, le marketing et l'approvisionnement de la chaîne de valeur.
- Promouvoir des systèmes modernes de production (normes et qualité).
- Développer l'agriculture contractuelle : entreprises agroindustrielles en partenariat avec les producteurs locaux.
- Organiser des plateformes de concertation regroupant tous les acteurs dans une filière pour optimiser la chaîne de valeur.
- Organiser les interprofessions pour une meilleure efficacité et pour bénéficier de l'économie d'échelle.
- Mettre en place des « Centres Agrobusiness » pour relier les producteurs aux marchés.

## **Chapitre VIII : SOLUTIONS ET SUGGESTIONS PERSONNELLES**

Les conditions et les situations de la femme en milieu rural diffèrent de celles de la femme en milieu urbain. Le milieu rural présente toujours un retard par rapport à l'autre. D'un côté ce retard est dû au caractère conservateur de ces sociétés et de l'autre côté, ces zones rurales sont isolées et coupées du reste du pays. Nos suggestions et solutions personnelles visant à améliorer ces conditions sont les suivantes.

### **Section I: CONDITIONS DE LA FEMME**

Avant tout, pour que la femme s'épanouisse, il faut améliorer ses conditions. Si elles se sentent libres, utiles et importantes, elles s'investiront beaucoup plus dans toutes les activités : politiques, économiques, sociales. ,....

Pour y parvenir, il faut :

- Supprimer dans les coutumes et les traditions les pratiques qui font sentir l'infériorité des femmes: les discriminations dès la naissance, se servir après toute la famille, les rôles et les places secondaires dans les activités sociales...
- Apprendre à tous les enfants, filles et garçons, les mêmes valeurs dès leur enfance dans le but de ne pas imposer à la petite fille l'image de « la femme soumise », femme forgée par cette société :
- Eduquer les enfants de la même manière afin que le garçon ne se sente pas supérieur à sa soeur, donc arrêter les attributions de priviléges aux enfants mâles.
- Informer les villageoises des nouvelles relatives aux évolutions des conditions de la femme dans les régions voisines, dans la capitale et dans le monde, en l'occurrence, la célébration de la journée mondiale de la femme, la formation des femmes en leadership,....
- Créer des associations féminines au niveau local pour protéger leur droit ainsi au sein de ces associations, peuvent elles dialoguer, échanger leurs expériences et considérer .leur propre épanouissement ainsi que celui de la commune

- Apprendre aux femmes leur droit dont l’application est déjà promue et est protégée par le gouvernement
- Apprendre aussi aux femmes ainsi qu’aux hommes les lois en vigueur concernant le mariage, l’héritage et les droits de chacun.

Parmi les enquêtées, certaines ne connaissent même pas l’existence de ces lois et de leurs droits. Elles pensent qu’elles sont régies par les lois imposées par leur société qui en même temps détermine leur droit et leur statut.

Les solutions que nous avons proposées pour l’amélioration des conditions de la femme dépendent en premier lieu des villageois eux-mêmes, mais résident surtout dans le changement de mentalité pour corriger les mauvaises habitudes acquises de génération en génération. Ces suggestions nécessitent pourtant des apports extérieurs. L’apprentissage des lois et des droits de la femme requiert des connasseurs en droit. Il faut aussi des sensibilisateurs pour les aider et les soutenir dans leur démarche en créant des associations.

A ces solutions, nous émettons toutefois une certaine réserve que la démarche se fasse dans une parfaite compréhension mutuelle, et non dans un conflit, avec les hommes. Le but escompté risquerait de sombrer dans un affrontement larvé et improductif.

## ***Section 2: SANTE***

L’état de santé de la femme dans la commune est précaire même si elle semble être en bonne santé. Elle n’en fait pas une priorité tant qu’elle peut toujours aller travailler. Dans les cas où elle tombe vraiment malade, elle ne va pas rejoindre les centres de santé mais plutôt les tradipraticiens. Ces derniers ne sont jamais à cours de médicaments alors que les centres manquent souvent de médicaments et de matériels. Les malades sont évacués dans des centres éloignés. Devant toutes ces difficultés, nous proposerons de :

- Construire de nouvelles infrastructures et recruter de nouveau médecins et paramédicaux : cela dénouera pour le pays deux problèmes : D’abord, le problème de chômage sera réduit du côté des jeunes médecins et paramédicaux. Puis, l’état de santé de la population en milieu rural sera amélioré grâce à l’existence de ces

nouveaux personnels sanitaires et par l'existence des centres de santé proches de tous les quartiers.

- Former les accoucheuses traditionnelles ainsi que les tradipraticiens pour que les doses des médicaments qu'ils utilisent ne dépassent et ne deviennent néfastes à la santé des malades. Les paysans ont plus recours à ces guérisseurs qu'aux médecins. C'est un moyen simple et rapide auquel la population rurale fait appel pour retrouver la santé, en attendant la construction des infrastructures ainsi que le recrutement de nouveaux personnels qui risquent de tarder.
- Modérer la consommation d'alcool ainsi que d'autres stupéfiants comme le café, le tabac : la construction de centre culturel peut résoudre cette situation puisque les jeunes de la commune manquent cruellement de divertissement, de détente et surtout d'informations, après les durs labeurs de la journée ou de la semaine. Des matches inter quartier, ou des rencontres de « *hira gasy* » danses et chants traditionnels malagasy pourront être organisés chaque week-end par les responsables locaux. Distribution des matériels sportifs et la construction des terrains de sports, des projections réguliers de films éducatifs et de sensibilisation dans tous les quartiers, ...
- Des sensibilisations sur les méfaits de ces stupéfiants sur la santé et sur la productivité en général seront aussi nécessaires. ; associer les mouvements associatifs à ces mobilisations (association confessionnelles,....)
- Procéder à une éducation sanitaire systématique, surtout pour les femmes. Ainsi, elles pourront utiliser les services médicaux en toute confiance et prendront en considération leur santé et enfin, elles pourront inciter leur famille à faire autant.
- Modérer les travaux de la femme enceinte, la fatigue peut être l'origine des complications lors de l'accouchement. Même enceinte les paysannes travaillent encore très dur.

L'amélioration de la santé de la population et surtout celle de la femme est le garant du développement. Néanmoins, son amélioration requiert des interventions externes. Le recrutement de nouveaux médecins et paramédicaux ainsi que la formation des accoucheuses traditionnelles sont du ressort de l'Etat par le biais du ministère responsable. Pour l'éducation sanitaire, la commune doit faire appel aux différents ONG comme Seecaline ou même au gouvernement

### ***Section3: LES ACTIVITES ECONOMIQUES***

Les femmes participent beaucoup aux activités économiques de leur localité. Les rendements sont insuffisants par rapport aux efforts entrepris ; les causes en sont nombreuses. Pour nos suggestions personnelles, nous proposons pour :

#### **VIII-3-1 L'artisanat**

- Créer des associations ou des coopératives des artisanes de chaque branche d'activités : association de tresseuses, association de tisseuses,... Ces associations doivent être légales de part leur statut vis-à-vis de l'état, de cette manière les savoirs faire s'échangent et les recherches de débouchés ainsi que les subventions seront facilitées. Les membres auront possibilités de recours aux institutions financières
- Ces associations peuvent par la suite faire appel à des spécialistes pour former ses artisanes et les encadrer dans leurs activités pour que celles-ci suivent les normes et les qualités réclamés par la demande.
- Apprendre aux artisanes des notions de marketing pour faciliter l'écoulement des produits par le biais des ONG
- Prospecter le marché par l'inventaire des types de demande en produits artisanaux et informer les artisans en vue de les inciter à les produire avec la contribution des dirigeants locaux :

#### **VIII-3-2 L'agriculture**

- Utiliser les produits et des engrains chimiques, selon les conseils des techniciens ; l'agriculture traditionnelle ne permet plus d'obtenir de meilleurs rendements, de plus, le sol a besoin d'être traité.

- Utiliser des semences bien sélectionnées et varier la culture
- Bien sélectionner les ONG avec qui travailler. Les avantages des villageois passent avant ceux des ONG. Certains ONG apportent leur aide aux villageois mais les plus grands profits leur reviennent.
- Travailler avec les ONG qui aident vraiment les paysans et dont les projets connaissent des réussites
- Utiliser les techniques modernes de cultures : « *ketsa valo andro, voly vary maro anaka* », le repiquage en ligne, vulgarisation de petits matériels agricoles

### **VIII-3-3 L'élevage :**

- Utiliser régulièrement les produits vétérinaires
- Planter des fourrages comme le « ray grass »
- Améliorer les habitats des animaux

Dans ces trois secteurs, PSDR et ADRA accompagnent la population. Ils donnent les semences, les engrais, les bêtes de race, les matières premières ainsi que l'argent. Ces soutiens aident les villageois à survivre quelque temps mais les périodes de soudures persistent toujours. Ces apports sont certes nécessaires pour améliorer la vie des paysans mais c'est surtout les techniques agricoles qui leur sont les plus utiles. Pour ce faire, la première action à entreprendre est d'abord de changer leur mentalité par l'apprentissage et la formation pour gérer ces apports et ces produits.

## **Section 4 : REFLEXIONS**

Tout d'abord, RAVELOMANANA Andrianjafimanana<sup>37</sup> insiste sur le caractère divin de la femme en raison de l'appellation « *andriambavilanitra* », fille du ciel. Selon elle, la femme est un don de dieu ; les différents récits oraux malgaches l'attestent. La Bible aussi va confirmer ces dires par l'image de la Vierge. Pourtant dans cette même Bible, beaucoup de portraits féminins sont remplis de bassesse et d'impureté telles les images d'Ève ou de Salomé, Marie Madeleine et de Dalila. Au Moyen Age, l'image de la Sainte Vierge n'a pas été tenue en compte. L'Eglise de l'époque a pris en considération les portraits méprisables des femmes : « les pécheresses » pour dénigrer l'image de toute les femmes. La femme est la source des peines de l'humanité. Elle n'est bonne qu'à donner des progénitures à l'homme et lui servir de compagne. Elle ne doit entreprendre aucune activité dans la communauté de peur qu'elle n'attire encore la colère divine. C'était le sort de la femme d'après l'Eglise au moyen âge. Cette attitude a été transmise aux premiers chrétiens malgaches lors de l'arrivée du christianisme. De plus elle a confirmé le patriarcat qui existait déjà à Madagascar.

### **La théorie du cercle vicieux**

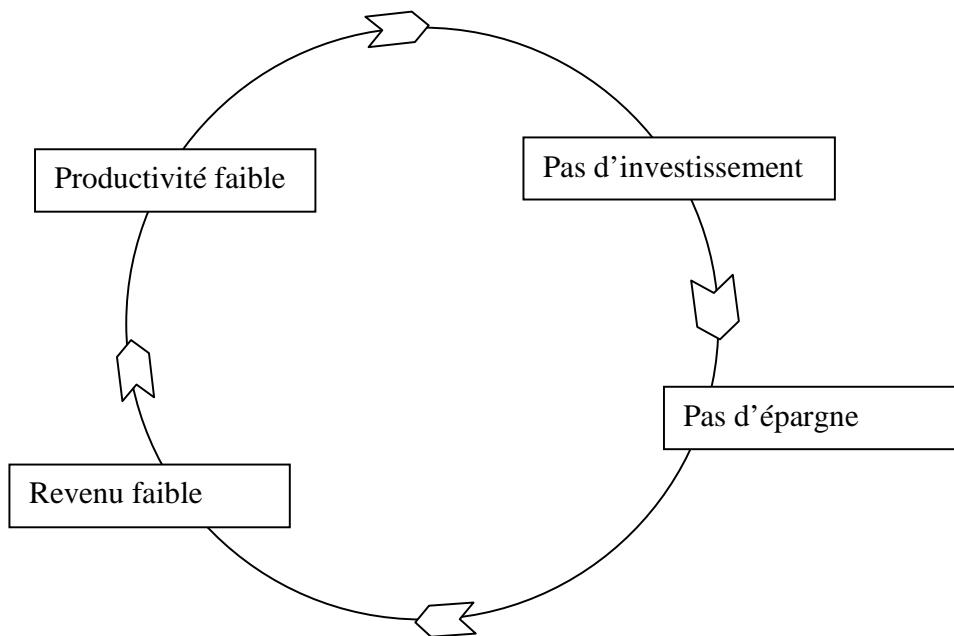
Le développement de la femme et son épanouissement en milieu rural progresse peu à peu. Mais cette progression dépend toujours de l'évolution de ce milieu rural. Mais, la lenteur de l'évolution du milieu rural est le résultat d'un processus enfermé dans un cercle vicieux. Cette théorie du cercle vicieux a été étudiée par NURKSE<sup>38</sup>. Dans les années 50 et reprise 30 ans après par Garbrech

---

<sup>37</sup> RAVELOMANANA Andrianjafimanana : Histoires de l'éducation des jeunes filles malgaches du XVI et au milieu du XX siècle.ed Antso Imarivolanitra 1995

<sup>38</sup> NURKSE « problems of capital formation in underdevelopment countries » Oxford, lawell 1953

Figure n°4 : Cercle vicieux de NURKSE



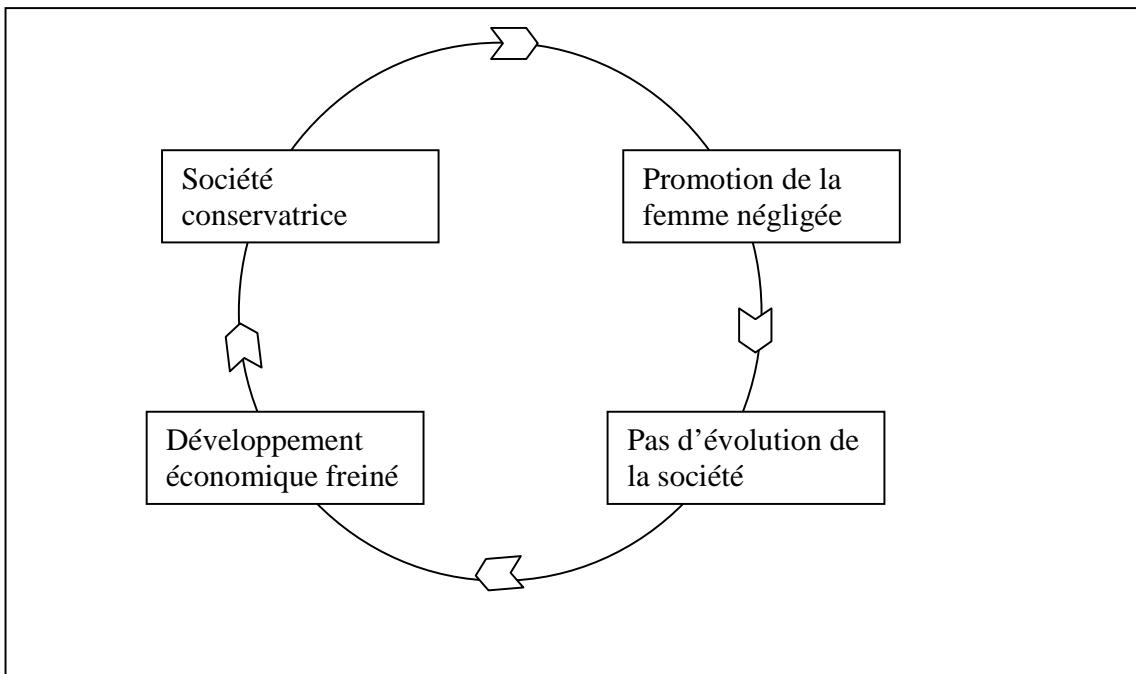
source: le cercle vicieux de NURKSE, « *problem of capital formation in underdeveloped countries* », Oxford, lawell 1953

Une productivité basse entraîne un revenu bas. Avec ce revenu faible, les capacités d'épargne sont négligeables. Sans épargne, les investissements deviennent presque inaccessibles. Enfin lorsque l'investissement est négligeable, la productivité est condamnée à la stagnation.

Ce cercle vicieux touche tous les secteurs productifs de la commune : agriculture, élevage, artisanat et d'autres encore. En résolvant l'un de ces problèmes par le biais des solutions et suggestions avancées dans les pages précédentes, ce cercle pourrait être rompu.

L'épanouissement social, économique et politique de la femme surtout en milieu rural est aussi condamné à un tel cercle vicieux. Tout d'abord, les sociétés rurales sont en général conservatrices. Les caractères conservateurs constituent un frein au développement économique qui stoppe à son tour l'évolution de la société entière d'où la négligence de la promotion de la femme.

*Figure n°5 : Cercle vicieux*



*Proposition de schématisation*

Dans les sociétés conservatrices, toutes les traditions sont maintenues : us et coutumes, exploitations des terres, élevages ainsi que les rapports entre les villageois : entre enfants et adultes, entre homme et femme,... Nous avons déjà constaté les mauvais effets de ces relations traditionnelles dans les chapitres précédents. La femme, ayant reçu une éducation discriminative, une instruction peu élevée, ne pourra à son tour mieux élever ses enfants, ni mieux gérer son foyer, ni mieux conseiller son mari dans la planification de la production. Une telle société ne peut que reproduire la situation de la génération précédente, l'économie de subsistance. Aucun développement économique ne pourra en résulter.

L'agriculture traditionnelle ne donne plus assez de rendements. Le sol est détruit en même temps par les pratiques des « *tavy* ». L'élevage aussi souffre de ces pratiques traditionnelles : les animaux sont maigres, leurs abris sont précaires et leur santé n'est pas suivie. Avec l'économie de subsistance résultant de l'exploitation traditionnelle, les paysans n'arrivent plus à joindre les deux bouts et sont toujours confrontés à une période de soudure de plus en plus dure chaque année.

Certaines pratiques sociales, même si nombre d'entre elles ont évolué ou disparu s, rabaissent les femmes. Le régime patriarcal persiste toujours malgré tous les efforts actuels pour promouvoir les conditions de la femme. Toute évolution de la condition et du statut social de la femme est dépendante de l'image que l'homme a de son homologue féminin. En tout cas, en général, le caractère conservateur constitue un frein au développement économique d'une société. Pourtant, ce développement économique est la base de toute évolution et amélioration des conditions de vie de toute la population. Ces conditions concernent tous les domaines contribuant au bien être de l'humanité. Ce sont les besoins nécessaires au bien être : l'éducation, la santé, les activités sociales, les loisirs,...

Les paysans sont trop préoccupés à chercher les moyens pour augmenter les rendements et mieux satisfaire les besoins alimentaires. Ainsi, ils peuvent éviter la fatidique période de soudure. De ce fait, les autres paramètres pour l'amélioration du bien être, sont négligés. Ils sont restés au second plan par rapport à l'agriculture, l'élevage ainsi que l'artisanat. Les villageois ne veulent ou ne peuvent pas se distraire. Ils ne vont pas se déplacer pour voir le médecin qui se trouve à des heures de marche. Ils ne tiennent pas de réunions régulières, cela aurait pris beaucoup de leur temps. Les enfants qui sont grands, aident leurs parents dans les travaux des champs. Les petits qui ne leur sont pas encore d'aucun secours, seront mieux à l'école. L'amélioration des conditions de vie quotidiennes ne fait pas partie des priorités des villageois.

Enfin, la promotion de la femme ne peut avoir lieu sans l'évolution de la société où elle vit. Elle ne peut s'épanouir dans une société où priment travaux des champs et traditions avant tout. Le développement de la société dépend aussi en quelques sortes de l'épanouissement de sa population où les femmes sont les plus nombreuses.

Toutefois, selon ANDRIAMANJATO Rahantavololona Razafindrakotohasina<sup>39</sup> dans son exposé : Femme et Développement, « un être humain ne peut pas s'épanouir complètement s'il ne prend part par sa créativité et son action au progrès et au développement en général ». Dans le cas de la commune rurale de Miarinavaratra, les

---

<sup>39</sup> ANDRIAMANJATO Rahantavololona Razafindrakotohasina « femme et société » 1975

femmes participent beaucoup aux activités de la commune et elles sont fières de les accomplir ; d'ailleurs, l'agriculture, l'élevage ou l'artisanat occupent toute leur journée et leur quotidien. Les femmes se sentent utiles et par conséquent libérées mais elles ne sont pas pour autant épanouies puisqu'il y a toujours l'image que cette société s'est forgée à leur égard.

Même si les femmes contribuent à chaque activité de la commune, elles ne reçoivent pas les mérites de leurs labeurs. La société ne reconnaît pas les œuvres que les femmes ont accomplies, elles sont toujours reléguées à la seconde place dans la famille et dans la communauté. De plus, elles sont toujours régies par les lois que la société leur a imposées. Elles ne connaissent pas les lois conçues pour les protéger, et vivent dans l'ignorance. Par ces faits, en regardant de l'extérieur, le statut des femmes n'a guère changé. Elles sont toujours occupées à travailler pour leur famille et n'ont pas le temps pour elle. Même si les préjugés que la société avait vis à vis des femmes qui diminué, leur statut et leurs fonctions sont restés les mêmes.

## **CONCLUSION**

Le développement socio-économique mondial apporté par le nouveau millénaire a contribué à des changements spectaculaires dans le quotidien des malgaches. Dans le style de vie, dans l'habillement, dans les rapports familiaux et même dans les mentalités,... la considération des femmes par la société et par elles mêmes ont beaucoup changé. Les femmes ont plus de confiance en elles-mêmes. Elles entrent activement dans tous les secteurs d'activités : productifs, administratifs, sociaux et politiques. Elles sont conscientes de leur valeur. Les femmes se sentent plus émancipées et plus libérées. La diversité des moyens modernes de communication, concentrés dans les grandes agglomérations : mass média, télécommunication, internet, voyages... facilitent l'accès des femmes dans les zones urbaines à l'émancipation. Elles jouissent de plus d'autonomie.

Mais ces opportunités se présentent plus sensiblement dans les grandes villes que dans les campagnes. Même si ces deux groupes ont des contacts fréquents, ils appartiennent à deux mondes totalement opposés par leur mode de vie. Le mode de vie dans les zones rurales est conditionné par le mode de production basé sur le patrimoine qui enlève à la femme toutes possibilités de décisions. En effet, la femme en milieu rural subit encore les préjugés sociaux et traditionnels. L'appartenance à un groupe patrilineage impose à chacun de ses membres une norme sociale. C'est cette norme qui définit le rôle, la place et les devoirs de chaque individu dans la grande famille et dans la société. Les discriminations envers la femme persistent toujours sous différentes formes en milieu rural, même si c'est elle qui assure les activités essentielles dans cette production. Elle travaille dur sans s'interroger sur son statut ni sur sa santé dans le seul but d'assurer le bien être de sa famille et par conséquent de la commune. On peut donc avancer que le développement de la famille, de la communauté villageoise, de la commune, commence par la femme..

Même si les paysannes se contentent de leur sort, elles sont loin de parvenir à leur émancipation à partir de leurs conditions actuelles. Elles n'arrivent donc pas à participer pleinement au développement de leur localité. Leur niveau d'éducation et

d'instruction présent ne leur permet pas de surmonter les barrières sociales, psychologiques, pratiques et techniques et d'assumer pleinement leur responsabilité.

Le développement véritable de la commune ne peut donc être envisagé sans l'évolution de la condition féminine vu leur grand nombre et leur degré d'investissement dans les secteurs de productions de la commune. Il faut par conséquent, bousculer certaines habitudes traditionnelles pour cette revalorisation et cette reconsideration des conditions de la femme afin de parvenir à un développement effectivement durable

- Pour commencer, éradiquer les discriminations dans l'éducation des enfants de sexe masculin et féminin dans le foyer dès leurs plus jeunes âges
- Ensuite, donner aux filles et aux garçons les mêmes instructions.
- Continuer la formation des femmes par des sensibilisations et des informations régulières : droits, civismes, budget familial, nutrition, cuisine, créations artistiques, PME, projet, micro-finance, leadership,...

Ces mesures à prendre sont non seulement prioritaires mais aussi très urgentes. Toutefois, leur exécution doit être en harmonie avec les hommes afin d'éviter des conflits sociaux. Promouvoir l'émancipation de la femme ne signifie pas usurpation de pouvoir. Ce n'est pas non plus enlever au chef de famille ses responsabilités. La revalorisation de la femme vise plutôt l'accession de la femme à l'égalité du genre en droit civique, social et humain.

Les contraintes et les barrières imposées à la femme sont seulement des contraintes prescrites par l'homme. Les hommes accepteront-ils alors de partager leur autorité ? Et que deviendront-ils ?

## **TABLE DES MATIERES**

INTRODUCTION .....	1
Problématique.....	4
Hypothèses .....	4
Choix du sujet .....	4
Méthodologie .....	6
Instruments et concepts d'analyse.....	6
Ethnométhodologie.....	6
Sociologie compréhensive de Weber.....	6
Recherches.....	7
Approche du terrain	7
Limite de la méthodologie	8
<b>PARTIE I : CADRE THEORIQUE ET CADRE D'ETUDE</b>	
Chapitre I : <b>cadre théorique</b> .....	9
Section 1 : <b>L'idée du développement durable</b> .....	9
I-1-1- Développement humain au point de vue juridique.....	9
I-1-2- La satisfaction des besoins, un développement humain selon Maslow...	10
I-1-3- Le développement humain mesurable.....	12
I-1-4- Rapport entre le développement humain et la démocratie.....	12
Section 2 : <b>approche socio-historique de la femme</b> .....	13
I-2-1- La mythologie liée à l'image de la femme selon Ravelomanana ANDRIANJAFIMANA.....	13
I-2-2 - Histoire et ethnographie sur la condition passée et futur de la femme selon Richard Gaston.....	13
a)- Les étapes de l'histoire de la famille, du mariage et de la femme.....	14
b)- Quelques exemples tangibles de formes sociales.....	14
I-2-3- L'origine de la journée de la femme et le droit de la femme.....	16
I-2-4- Chronologie des évènements les plus marquants.....	16
Chapitre II : <b>Cadre d'étude</b> .....	18
	18
	18
	18
	19

<b>Section 1 : Environnement.....</b>	18
II-1-1- Situation géographique.....	18
II-1-2- Population.....	18
II-1-3- Occupation des terres.....	19
II-1-4- Atouts et faiblesse de l'environnement.....	20
a)- Atouts.....	20
b)- Faiblesse.....	20
<b>Section 2 : Economie.....</b>	21
II-2-1- L'agriculture.....	21
II-2-2- L'élevage.....	22
II-2-3- L'artisanat.....	23
a)- Le tressage.....	23
b)- Le tissage.....	23
c)- Le bois.....	24
<b>Section 3 : Infrastructures.....</b>	24
II-3-1- Sécurité.....	24
II-3-2- Crédit rural.....	25
II-3-3- Le marché.....	25
II-3-4- Télécommunication.....	26
<b>Section 4 : Développement socio-économique.....</b>	26
II-4-1- Santé.....	27
II-4-2- Scolarisation.....	27
II-4-3- Associations.....	27
<b>Section 5 : Politique et décentralisation.....</b>	28
<b>Section-6- Culture et pratiques sociales dans la commune.....</b>	29
II-6-1- La mort.....	29
II-6-2- Le Famadihana.....	30
II-6-3- Le Mariage.....	31
<b>CONCLUSION PARTIELLE.....</b>	33

## **Partie II- CONTRIBUTION FEMININE**

<b>Chapitre III- Evolution des conditions de la femme.....</b>	<b>34</b>
<b>Section1: Périodes des royaumes anciens.....</b>	<b>34</b>
<b>Section2: Les royaumes modernes et le christianisme.....</b>	<b>36</b>
<b>Section3: La période coloniale.....</b>	<b>37</b>
<b>Section4 : L'indépendance.....</b>	<b>38</b>
<b>Section5 : Condition actuelle.....</b>	<b>41</b>
<b>Section6 : Barrières.....</b>	<b>44</b>
<b>Chapitre IV- Situation sanitaire de la femme à Miaranavaratra.....</b>	<b>46</b>
<b>Section1 : Santé en général.....</b>	<b>46</b>
<b>IV-1-1- Les causes de morbidité dans la commune.....</b>	<b>47</b>
<b>a)- Les avis des femmes.....</b>	<b>47</b>
<b>b)- Les avis des personnels soignants.....</b>	<b>47</b>
<b>Section2: Santé de la mère.....</b>	<b>48</b>
<b>Section3: Planning familial.....</b>	<b>50</b>
<b>Section4: Médecine traditionnelle.....</b>	<b>52</b>
<b>Chapitre V: Contribution de la femme au développement local.....</b>	<b>56</b>
<b>Section1: Rôle de la femme.....</b>	<b>56</b>
<b>Section2 : Niveau d'instruction des femmes dans la commune.....</b>	<b>57</b>
<b>Section3 : Production agricole, élevage et artisanale.....</b>	<b>59</b>
<b>V-3-1- Agriculture.....</b>	<b>59</b>
<b>V-3-2- Elevage.....</b>	<b>60</b>
<b>V-3-3- Artisanat.....</b>	<b>60</b>
<b>Section4 : Administration.....</b>	<b>63</b>
<b>CONCLUSION PARTIELLE.....</b>	<b>66</b>
<b>Partie III- SOLUTIONS, SUGGESTIONS ET REFLEXIONS</b>	
<b>Chapitre VI: Les personnes concernées dans la commune.....</b>	<b>68</b>
<b>Section1: Les femmes.....</b>	<b>68</b>
<b>VI-1-1 Travaux des champs et élevage.....</b>	<b>68</b>
<b>VI-1-2 L'artisanat.....</b>	<b>69</b>
<b>VI-1-3 Santé.....</b>	<b>70</b>

VI-1-4 Condition de la femme.....	70
Section2 : Points de vue des personnels soignants de la commune.....	71
Section3 : Points de vue des dirigeants locaux.....	73
Chapitre VII- Les solutions émanant du gouvernement.....	75
Section1 : Santé .....	76
VII-1-1 Lutte contre les maladies transmissibles et endémiques.....	76
a)- Le paludisme.....	76
b)- Les MST.....	77
VII-1-2 Assurer la fourniture de services de santé de qualité à tous.....	77
VII-1-3 Planning familial.....	78
VII-1-4 Réduire la mortalité maternelle et néonatale.....	78
VII-1-5 Améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire actuelle.....	78
Section2 : Développement rural.....	79
VII-2-1 Amélioration de l'accès au financement rural.....	79
VII-2-2 Révolution verte.....	80
VII-2-3 Promotion des activités orientées vers le marché.....	80
VII-2-4 Augmentation de la valeur ajoutée agricole et promotion de l'agrobusiness.....	81
Chapitre VIII : Solutions et suggestions personnelles.....	82
Section1: Conditions de la femme.....	82
Section2: Santé.....	83
Section3: Les activités économiques.....	85
VIII-3-1 L'artisanat.....	85
VIII-3-2 L'agriculture.....	85
VIII-3-3 L'élevage.....	86
Réflexions.....	87
CONCLUSION GENERALE.....	92

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrage généraux

1. AKOUN (A) et al, *Encyclopédie de la sociologie, le présent en question.*  
Encyclopédie Larousse, 1975, 536p.
2. ARON (R), *Les étapes de la pensée sociologique*, Edition Gallimard, Paris, 1967
3. BOUDON (R.), LAZARSFELD (P), *Le vocabulaire des sciences sociales*, la Hayes, Mouton, Tome I, Paris, 1965, 309 p.
4. CLAVAL (P), *Elément de géographie humaine*, colin, 1<sup>°</sup> édition, Paris 1940.
5. DURKHEIM (E), *Les règles de la méthode sociologique* , 10<sup>°</sup> édition « quadrige » PUF 1<sup>°</sup> édition 1937, 1999.
6. FERRREOL (G), *Dictionnaire de sociologie*, édition Armand Colin, Paris, 1995
7. GARFINKEL (H), *Studies in Ethnomethodology*, Cambridge, Polity press, 1967, réédition 1984
8. JAVEAU (C), *l'enquête par questionnaire*, Edition de l'université de Bruxelles, Belgique 1990-1992. 158 p
9. MENDRAS (H), *Eléments de sociologie*, Armand Colin, 1997
10. MARUANI (M), « *Travail et emploi des femmes* ». La découverte, coll. Repères 1<sup>°</sup> édition 2000, 2003

### Ouvrages spécifiques

1. AFJP : Association des Femmes Juristes pour la Primauté des Droits- *Guide juridique de la femme malgache* Année 1993

2. ANDRIANARAHINJAKA (L.X.) *Le système littéraire Betsileo*  
FIANARANTSOA 1987
3. ANDRIANARIVELO (R.V), RANDRETSY (I), *Population de Madagascar : situation actuelle et perspective d'avenir*, Ministère de la recherche scientifique et technologie pour le développement, FTM, janvier 1985.
4. CHAMBERS. (R), *développement rural : la pauvreté cachée*, Edition Karthala et CTA, 1970
5. DECARY (R) « *Histoires de Madagascar* » Paris 1951
6. DUBOIS (R.P) *Monographie des Betsileo* Paris 1938
7. GASTON (R) : « *La femme dans l'histoire* » (*bibliothèque biologique et sociologique de la femme*) Paris 1904.
8. NURKSE « théorie du cercle vicieux »in « problems of capital formation in underdeveloppement countries » Oxford, lawell 1953
9. RAHANTAVOLOLONA (R.A) « Femmes et société » Antananarivo 1975
10. RAINIHIFINA (J), Lovan-tsaina, édition Ambozontany Fianarantsoa, 1975.
11. RAMAHOLIMIHASO (M), *Femmes malgaches et développement pour une société plus viable*, Mission de coopération et d'action culturelle à Madagascar, décembre 1992, Antananarivo
12. RAMAMONJISOA (V) « Femme et monstres, traditions orales malgaches Antananarivo 1981
13. RASOAMAMPIONONA (C) « *Raki-pikarohana : études offertes en hommage et à la mémoire du professeur Lucien Xavier Michel ANDRIANARAHINJAKA* » FIANARANTSOA 1999

14. RASOLOMANANA (E.D), *Valeurs traditionnelles et communauté villageoises, cas d'une collectivité du Nord Betsileo*, Paris, BECC, 1971, Thèse de 3<sup>o</sup> cycle
15. RAVELOMANANA (R) *Histoire de l'éducation des jeunes filles malgaches du XVI et au milieu du XX<sup>o</sup> siècle*, Edition Imarivolanitra 1995

### **Revues**

1. « Archives du Centre National de Recherches Pharmaceutiques » N° 6 1987
2. BANQUE MONDIALE : *rapport sur le développement rural dans le monde*, 2000-2001, combattre la pauvreté, Washington 2000
3. DSRP : document stratégique pour la réduction de la pauvreté
4. Instat : enquête prioritaire auprès des ménages 2000-2003
5. MAP : Madagascar Action Plan
6. Monographie de la commune rurale de Miarinavaratra
7. PNUD : *rapport national sur le développement humain « genre, développement humain et pauvreté »*, Madagascar 2003
8. PCD, commune rurale de Miarinavaratra
9. PRD Région de Amoron'i Mania
10. « *Terre malgache* » Université de Madagascar : Ecole supérieur Agronomique N°15 juillet 1973
11. RASOARIFETRA (B) « *Kolontaina sy fanentanana eo anoloan'ny fifampitondrana mitanila eo amin'ny lahy sy ny vavy* » Antananarivo, 4-5-6-mars 1997

## **SITE WEB**

<http://www.denistouret.net/idéoogues/weber.html>

<http://membres.lycos.fr/papidoc/537besoinsmaslow.html>

[www.coalitiondroitdesfemmes.org/w.dd-rd.ca](http://www.coalitiondroitdesfemmes.org/w.dd-rd.ca)

## LISTE DES ABREVIATIONS

- ADRA :Adventist Development Relief Agency  
AGR : Activités Génératrices de Revenus  
BEPC : Brevet d'Etude du Premier Cycle  
BLU : Bande Latéral Utile  
CAID : Campagne d'Aspersion Intra-Domiciliaire  
CEG : Collège d'Enseignement Général  
CECAM : Caisse d'Epargne de Crédit Agricole Mutuel  
CHD : Centre Hospitalière du District  
CSB : Centre de Santé de Base  
EPT : Education Pour Tous  
FER : Fond d'Entretien Routier  
FID: Fond d'Intervention pour le Développement  
IDH: Indices de Développement Humain  
JIRAMA: Jiro sy Rano Malagasy  
MAP: Madagascar Action Plan  
ONG: Organisations Non Gouvernementales  
ONN: Office National de la Nutrition  
ONU: Organisations des Nations Unies  
PANAGED:Plan National Genre et Développement  
PCD: Plan Communal de Développement  
PF: Planning Familial  
PNPF: Politique National pour la Promotion de la Femme  
PPN: Produits de Premières Nécessités  
PSDR: Programme de Soutien au Développement Rural  
WWF: World Wide Found

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1: Répartition par âge des personnes enquêtées	8
Tableau 2 : Répartition par âge et par sexe de la population totale	19
Tableau 3 : Occupation des terres	19
Tableau 4 : Calendrier agricole	22
Tableau 5 : Taux de fréquentation des CSB	46
Tableau 6 : Rapport des accouchements	49
Tableau 7 : Méthodes de contraceptions utilisés par les enquêtées	51
Tableau 8 : Tableaux comparatifs des fréquentations des différents praticiens	54
Tableau 9 : Niveau d'instruction des femmes	58

## **LISTES DES FIGURES**

Figure 1 : Théorie des besoins de Maslow	10
Figure 2: Production artisanale	62
Figure 3 : Pourcentage des femmes par branche d'activités	65
Figure 4 : Cercle vicieux de Nurkse	88
Figure 5 : Proposition de schématisation	99

## **LISTE DES ANNEXES**

Annexe 1 : Questionnaire

Annexe 2 : Déclaration des droits de la femme

## ANNEXES I

### **QUESTIONNAIRES**

- 1- âge :
- 2- situation matrimoniale :
- 3- nombre d'enfant à charge :
- 4- domicile :
- 5- niveau d'étude :
- 6- que signifie développement pour vous ?
- 7- a quelle distance du centre de santé public se trouve votre domicile ?
- 8- Quel type de soigneur fréquentez vous ?
- 9- Pourquoi ?
- 10- Quelles sont les maladies courantes vous concernant ?
- 11- Quelles sont selon vous les origines ?
- 12- Vos enfants ont ils été tous à terme ?
- 13- Sinon, combien de fois ?
- 14- Utilisez vous le PF ?
- 15- Sinon pourquoi ?
- 16- Si oui, quelle méthode préférez vous ?
- 17- Votre mari approuve t-il ?
- 18- A partir de quel nombre d'enfant aviez vous utilisé le PF ?
- 19- Combien d'année y a t-il entre vos enfants ?
- 20- A quel âge avez vous eu votre premier enfant ?
- 21- Combien d'enfants souhaitez-vous avoir ?
- 22- Combien en souhaite votre mari ?

23- Avez vous déjà entendu parlé des MST ?

24- Quelqu'un de votre entourage a t-il déjà eu une de ces maladies ?

25- Buvez vous de l'alcool ?

26- Si oui, cela ne gêne t-il pas votre entourage : mari, enfant, belle famille, famille ?

27- Qu'en pensez vous des sensibilisations et des campagnes menés dans votre commune : campagne de vaccination, MST, PF,...

28- Que suggérez vous pour l'amélioration de la santé de la mère dans votre commune ?

29- pratiquez-vous d'autres activités en dehors des tâches ménagères

30- si oui, lesquelles ?

#### POUR LES ARTISANES

31- comment vous arrangez vous pour votre activité, les travaux des champs, l'élevage la famille et la maison ?

32- votre activité vous permet-elle d'avoir une source de revenu sûre ?

33- quelles sont les difficultés dans l'exercice de cette activité ?

34- quels sont les atouts ?

35- travaillez-vous seule ou vous adhérez dans des associations ?

36- si oui lesquelles ?

37- sinon pourquoi ?

38- les apports des associations oeuvrant pour l'artisanat dans la commune sont elles insuffisants, nécessaires, satisfaisants ou insignifiants

39- que suggérez vous à ces associations pour améliorer leur apports dans l'artisanat ?

40- que proposez vous aux autres artisanes pour améliorer votre secteur ?

41- en tant qu'artisane que suggérez vous à toutes les femmes de la commune pour parvenir à un développement durable et rapide ?

## **POUR LES MENAGERES**

42- comment arrangez vous votre emploi du temps entre les travaux des champs, l'élevage et la famille ?

43- l'agriculture et l'élevage sans autres source de revenu suffisent ils pour nourrir la famille ?

44- qu'en est il du division de travail au foyer ?

45- êtes vous satisfaite de l'apport de votre mari dans les tâches quotidiennes ?

46- sinon, que devrait-il faire de plus ?

47- quelles contributions pensez vous apporter à votre communauté ?

48- votre place dans votre famille et votre communauté vous convient-il ?

49- sinon, quelles suggestions avanceriez vous pour améliorer le statut de la femme dans votre communauté ?

## **LES ENSEIGNANTE, LES BUREAUCRATES**

50- comment vous arrangez vous pour passer du temps auprès de votre famille et l'agriculture ainsi que l'élevage ?

51- La communauté vous considère elle de la même manière que les autres femmes ?

52- Selon vous, en tant qu'intellectuelles, vous apportez plus à votre société par rapport aux autres femmes ?

53- En tant qu'intellectuelles, quelles suggestions avancerez vous pour l'amélioration des conditions de la femme dans votre commune et dans le monde rural ?

54- Quel est le taux de scolarisation des filles ?

55- Combien poursuivent leurs études au delà du BEPC ?

56- L'éducation à la sexualité fait -il partie de votre programme scolaire ?

57- Sinon pourquoi ?

## LES PERSONNELS SOIGNANTS

58- quel est le taux de fréquentation des centres de santé ?

59- quelles sont les maladies courantes chez la femme dans la commune ?

60- quelles sont en général les causes ?

61- existent-ils des maladies typiques pour les travailleuses de terres ?

62- si oui, lesquelles ?

63- quant aux soins, suivent-elles les conseils des médecins ?

64- approuvez-vous la médecine traditionnelle ?

65- le grand nombre d'enfant par mère n'aurait pas d'effet sur la santé de la mère ?

66- trouvez vous que l'application des contraceptions est vraiment utile ?

67- quel est le taux des femmes pratiquant la contraception ?

68- qu'en est il des MST dans la commune ?

69- comment procédez vous lors des évacuations en cas de difficultés ?

70- quelles solutions et conseils avancerez vous pour l'amélioration de la santé de la population surtout de la femme et de la mère dans la commune.

## **ANNEXE 2**

L'assemblée générale des nations unies a déclaré en 1967 les « **Droits de la Femme et de la Citoyenne.** ». Ce droit contient 17 articles reconnaissant la légitimité des revendications féminines depuis ces début.

### **Article premier.**

La Femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

### **Article 2**

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de la Femme et de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et surtout la résistance à l'oppression.

### **Article 3**

Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation, qui n'est que la réunion de la Femme et de l'Homme: nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

### **Article 4**

La liberté et la justice consistent à rendre tout ce qui appartient à autrui; ainsi l'exercice des droits naturels de la femme n'a de bornes que la tyrannie perpétuelle que l'homme lui oppose; ces bornes doivent être réformées par les lois de la nature et de la raison.

### **Article 5**

Les lois de la nature et de la raison défendent toutes actions nuisibles à la société; tout ce qui n'est pas défendu pas ces lois, sages et divines, ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elles n'ordonnent pas.

### **Article 6**

La loi doit être l'expression de la volonté générale; toutes les Citoyennes et Citoyens doivent concourir personnellement ou par leurs représentants, à sa formation; elle doit être la même pour tous : toutes les Citoyennes et tous les Citoyens, étant égaux à ses yeux, doivent être également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.

### **Article 7**

Nulle femme n'est exceptée; elle est accusée, arrêtée, et détenue dans les cas déterminés par la loi: les femmes obéissent comme les hommes à cette loi rigoureuse.

**Article 8**

La Loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une Loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée aux femmes.

**Article 9**

Toute femme étant déclarée coupable; toute rigueur est exercée par la Loi.

**Article 10**

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions mêmes fondamentales, la femme a le droit de monter sur l'échafaud; elle doit avoir également celui de monter à la Tribune; pourvu que ses manifestations ne troublent pas l'ordre public établi par la loi.

**Article 11**

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de la femme, puisque cette liberté assure la légitimité des pères envers les enfants. Toute Citoyenne peut donc dire librement, je suis mère d'un enfant qui vous appartient, sans qu'un préjugé barbare la force à dissimuler la vérité ; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

**Article 12**

La garantie des droits de la femme et de la Citoyenne nécessite une utilité majeure; cette garantie doit être instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de celles à qui elle est confiée.

**Article 13**

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, les contributions de la femme et de l'homme sont égales ; elle a part à toutes les corvées, à toutes les tâches pénibles; elle doit donc avoir de même part à la distribution des places, des emplois, des charges, des dignités et de l'industrie.

**Article 14**

Les Citoyennes et Citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique. Les Citoyennes ne peuvent y adhérer que par l'admission d'un partage égal, non seulement dans la fortune, mais encore dans l'administration publique, et de déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée de l'impôt.

**Article 15**

La masse des femmes, coalisée pour la contribution à celle des hommes, a le droit de demander compte, à tout agent public, de son administration.

**Article 16**

Toute société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution; la constitution est nulle, si la majorité des individus qui composent la Nation, n'a pas coopéré à sa rédaction.

### **Article 17**

Les propriétés sont à tous les sexes réunis ou séparés: elles ont pour chacun un droit lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

[www.coalitiondroitdesfemmes.org/w.dd-rd.ca](http://www.coalitiondroitdesfemmes.org/w.dd-rd.ca)

**Titre** : CONTRIBUTION FEMININE AU DEVELOPPEMENT LOCAL

Cas de la commune rurale de Miarinavaratra

**Présenté par** : RAMAROLAHY Hanitra Ravakinaina

**Résumé** :

Le nouveau millénaire et la mondialisation ont apporté quelques changements dans le quotidien des malgaches : style de vie, rapports familiaux ou même dans les mentalités,... La considération de la femme par la société ou par elles mêmes a beaucoup changé, d'ailleurs, les programmes et les politiques élaborés par le gouvernement malgache pour la promotion de la femme commencent à avoir du succès, surtout dans les grandes agglomérations. La femme vivant en milieu urbain pourrait parvenir aux bouts de ces changements ; la femme en milieu rural quant à elle, ne jouit pas les mêmes conditions.

Elle vit dans les mêmes sociétés conservatrices et remplies de préjugés, où les hommes tiennent les rôles importants. Mais cela ne l'empêche de s'investir dans les activités économiques et sociales de sa localité.

Finalement, la route est longue jusqu'à l'émancipation totale de la femme en milieu rural puisqu'il faut bousculer certaines habitudes traditionnelles, ce qui n'est pas facile dans des sociétés conservatrices comme la commune rurale de Miarinavaratra

**Nombre de pages** : 93